

IL Y A
500 ANS

Anne de Bretagne, deux mariages et un enterrement

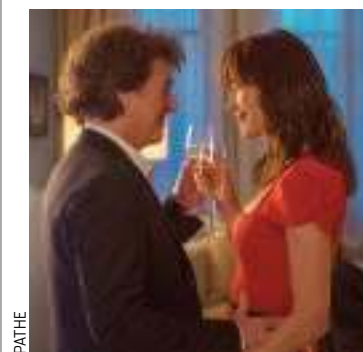
P. 22-23

www.la-croix.com
la Croix

Comment répartir la rigueur

Alors que le gouvernement présente sa stratégie pour ramener le déficit public au-dessous de 3 % du PIB, une partie du PS ainsi que la droite font des contre-propositions

P. 2-3



CINÉMA

« Une rencontre », les surprises de l'amour

et les autres films P. 14-15

Parents&enfants

Après 50 ans, une nouvelle chance pour le couple

P. 19-20

FRANCE

Un an après la loi, plus de mariages « pour tous » que prévu

P. 5

MONDE

Cameron définit le Royaume-Uni comme un « pays chrétien »

P. 7

ÉCONOMIE

Grandes manœuvres dans la pharmacie

P. 10

ÉDITORIAL

par François Ernenwein

Une politique d'économies

C'est peu dire que le plan de réduction des dépenses publiques présenté par le premier ministre, Manuel Valls, ne fait pas l'objet d'un large consensus au sein de la majorité présidentielle. Depuis quelques jours, des voix nombreuses s'élèvent dans les rangs des élus

socialistes. Elles avancent des propositions alternatives afin de tenir l'objectif de 50 milliards d'économies d'ici à 2017, en répartissant différemment l'effort demandé.

À la veille de la présentation de ce plan en conseil des ministres, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et la rapporteure générale du budget, Valérie Rabault, étaient tous deux reçus à Matignon par Manuel Valls, pour tenter d'adoucir l'effet de la rigueur sur les ménages aux revenus les plus faibles. En ces temps de remise en ordre des finances publiques, ces débats sur la charge de l'effort sont assez constants. Ils s'accompagnent parfois d'une forte tentation de reculer encore un peu l'épreuve

de vérité sur le train de vie de la nation. La droite au pouvoir a connu des controverses comparables lors du plan Barre à la fin des années 1970 ou lors du plan Juppé au milieu des années 1990. Et la gauche lors du plan Mauroy au début des années 1980. Dans une économie ouverte, il est pourtant dangereux et coûteux de laisser filer les déficits. Reste le débat légitime que des élus socialistes tentent d'ouvrir et que Manuel Valls ne peut pas balayer d'un revers de main.

Mais l'ampleur de l'effort demandé cette fois-ci aura fatalement un impact pour tout le monde. Aujourd'hui, il est devenu impossible en France de compenser une baisse de vigilance sur les dépenses publiques par une hausse des impôts.

La feuille de route du nouveau premier ministre a été écrite entre des marges très étroites. Et on voit mal comment la France pourrait se dérober à une remise en ordre que ses principaux voisins ont déjà organisée pour gagner en compétitivité.

Toutefois cette rigueur est-elle un projet suffisant pour rassembler le pays ? Dans cette logique-là, la gauche sera toujours dépassée par la droite, qui dans l'opposition propose toujours plus et mieux en matière d'économies. Est-ce un projet suffisamment exaltant pour fonder une alternance ? En France, il reste encore aux responsables politiques beaucoup à inventer pour encourager la créativité et mobiliser les énergies.

► Le gouvernement présente aujourd'hui sa stratégie des finances publiques pour ramener le déficit public au-dessous de 3 % du PIB en 2015.

► Ce « programme de stabilité » intervient dans un contexte tendu, alors que le PS renâcle sur le plan de 50 milliards d'euros d'économies présenté la semaine dernière.

► Les propositions alternatives se multiplient, venant aussi bien de la gauche que de la droite de l'échiquier politique.

De gauche à droite, les idées fusent pour amender le plan d'économies

► La politique de l'offre, au centre du « programme de stabilité » qui sera adopté aujourd'hui en conseil des ministres, est soutenue par la gauche et la droite de gouvernement.

► Certains, à gauche, veulent toutefois atténuer les conséquences sur les ménages modestes, tandis que la droite propose d'aller plus vite et plus loin dans les réformes structurelles.

Le 29 avril est un rendez-vous important pour Manuel Valls, avec le vote à l'Assemblée nationale du

« programme de stabilité » qui sera présenté aujourd'hui en conseil des ministres, une semaine après l'annonce d'un plan de 50 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques. Une perspective qui commence à faire bouger les lignes politiques.

À gauche, outre le Front de gauche qui a officiellement basculé dans l'opposition en votant contre la déclaration de politique générale de Manuel Valls, des critiques se font entendre jusqu'au sein même du PS. À droite, à l'inverse, certains se disent prêts à voter ponctuellement pour des mesures qui iraient selon eux dans la bonne direction.

Quoi qu'il en soit, les uns et les

autres, dans la majorité comme dans l'opposition, se veulent constructifs. Secrétaire nationale à l'économie du PS, la députée Karine Berger a ainsi planché tout le week-end de Pâques avec d'autres membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale, dont la rapporteure générale du budget Valérie Rabault, sur des « scénarios alternatifs ». Contrairement à l'aile gauche du parti, d'inspiration keynésienne, le groupe de travail de Karine Berger ne remet pas en cause la politique de l'offre et les deux objectifs fixés par l'exécutif : réaliser 50 milliards d'euros d'économies entre 2015 et 2017 et ramener le déficit public à 3 % du PIB fin 2015.

Un impératif, sauf à vouloir une sortie de la zone euro, puisque la France a été placée en mars dernier (avec l'Espagne et l'Irlande) « sous surveillance renforcée » par la Commission européenne.

Les principaux ajustements qui devaient être présentés hier à Manuel Valls consistent à décaler à 2016 l'application du pacte de responsabilité aux grandes entreprises (3 milliards d'euros seraient ainsi dégagés en 2015), à bloquer l'évolution de certaines dépenses fiscales (en particulier avec le plafonnement du crédit impôt recherche à son niveau de 2014, ce qui permettrait encore de dégager 3 milliards d'euros) ou bien à alléger la fiscalité des entreprises de 33 milliards d'euros au lieu des 38 milliards annoncés par Manuel Valls. Les sommes ainsi

l'UDI et l'UMP insistent davantage sur des réformes structurelles.

« Il y a une obligation de pédagogie si on veut réussir, insiste Hervé Morin. Il faut expliquer aux Français qu'on n'est pas seulement en crise mais qu'on est en train de changer de monde, comme autrefois avec l'invention de la machine à vapeur, et qu'on doit donc changer de logiciel car le système français est à bout de souffle. »

L'UDI et l'UMP convergent sur plusieurs points, en particulier l'instauration d'un contrat de travail unique fusionnant CDI et CDD. Les deux partis de droite entendent également en finir définitivement avec les 35 heures. Pour l'UMP, il s'agit de décentraliser aux partenaires sociaux la durée du travail, qui ne serait plus définie nationalement dans la loi mais « négociée entreprise par entreprise ». Pour l'UDI, il s'agit de « rétablir la durée légale du travail à 39 heures hebdomadaires » (sauf en cas d'accord d'entreprise « adopté par référendum » interne).

Chiffré, le « contre-pacte de responsabilité » présenté par Hervé Morin et Chantal Jouanno entend « créer un choc de compétitivité pour les entreprises ». De 55 milliards au total, « applicable dès 2015 », il prévoit pêle-mêle, outre le retour aux 39 heures payées 35, la suppression du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et des cotisations familiales patronales, la baisse des cotisations sociales salariales, la réduction de l'impôt sur les sociétés de 33,33 % à 15 %, du taux intermédiaire de la TVA de 10 à 7 % et du taux réduit de 5,5 à 5 %.

Si ces idées ne sont pas d'actualité pour la majorité de gauche, l'UDI et même une partie de l'UMP (Frédéric Lefebvre, Benoist Apparu) pourraient malgré tout ponctuellement soutenir telle ou telle mesure gouvernementale. « Nous sommes clairement dans l'opposition, mais nous ne nous interdirons pas, face à l'urgence absolue pour notre pays, de voter telle ou telle proposition de Manuel Valls qui irait dans le bon sens », confirme Hervé Morin.

LAURENT DE BOISSIEU

VU DU PORTUGAL

Lisbonne sort du plan d'aide, pas de l'austérité

► Le Portugal a confirmé que le pays sortirait du programme d'aide le 17 mai.
► De nouvelles mesures d'économies ont été annoncées pour 2015.

C'est un « test » pour le Portugal qui va aujourd'hui émettre des titres de dette à dix ans sur les marchés. Une opération inédite depuis que l'assistance financière a été mise en place, voilà trois ans. Le pays, anticipe Jésus Castillo chez Natixis, « devrait rencontrer un franc succès. Cette nouvelle émission ajoute un pas de plus sur le chemin de la sortie du plan d'aide », annoncée pour le 17 mai.

L'autre symbole fort à Lisbonne, c'est la dernière visite, en cours, de la troïka, qui réunit les créanciers du pays (BCE, Commission européenne et FMI). Si le départ définitif de ces experts est très attendu par la population, il ne signera pas pour autant la fin de l'austérité budgétaire. Afin de rassurer ses créanciers, le Portugal a déjà annoncé de nouvelles économies de 1,4 milliard d'euros pour 2015, après 3,6 milliards cette année. Une réponse à la recommandation du Fonds monétaire international (FMI) selon lequel « un engagement élargi en faveur de la discipline budgétaire est crucial pour assurer que la dette reste soutenable et pour maintenir la confiance des marchés ».

L'enveloppe de 78 milliards d'euros obtenue par Lisbonne en 2011 a été débloquée au compte-gouttes, en échange de réformes structurelles et de coupes dans les dépenses publiques. De fin 2011 à fin 2013, les effectifs de la fonction publique ont fondu de 9 %, la semaine des fonctionnaires a été portée de 35 à 40 heures et leurs traitements ont été réduits chaque année, de -2,5 % à -12 % cette année, par exemple,

en fonction du niveau de rémunération. Le pays a également alourdi la TVA, l'impôt sur le revenu, et introduit une taxe sur le patrimoine et le capital. Les prestations sociales ont, elles aussi, fait l'objet de coupes. Certaines années, les 13^e et 14^e mois de salaire des fonctionnaires ont été supprimés.

Au vu des statistiques - hausse des exportations, réduction du déficit public... -, le Portugal semble récolter le fruit de ses efforts. L'économie est repartie plus vite que prévu et « les perspectives pour 2014 sont positives, avec une croissance de 1,4 % », note Thibault Mercier, chez BNP Paribas. « Le chômage, qui culminait à 17,7 % de la population active début 2013, s'est replié à 15,3 % en fin d'année. »

« Les perspectives pour 2014 sont positives, avec une croissance de 1,4 %. »

Régulièrement, toutefois, la Cour constitutionnelle a annulé certaines mesures de rigueur, comme la baisse de 10 % des pensions supérieures à 600 €, dans le budget 2014. Aujourd'hui, de nouvelles voix s'élèvent contre l'austérité. Le salaire minimum, gelé depuis 2011, s'élève à 565 € par mois. « Désormais, les patrons eux-mêmes demandent sa réévaluation, afin de stimuler la consommation intérieure, complètement atone », relève un économiste portugais.

Il y a six mois, il a été décidé de passer l'impôt sur les sociétés de 25 % à 23 %. Et le mois dernier, c'est le président portugais en personne qui s'est opposé à la hausse des cotisations d'assurance-santé des fonctionnaires (NDLR : qui avaient déjà été augmentées en 2013). Au même moment, 74 économistes de toutes nationalités ont signé un manifeste en faveur d'une restructuration de la dette portugaise (qui pèse encore 130 % du PIB), afin de soulager le fardeau pesant sur la population.

MARIE DANCER

« Il faut expliquer aux Français qu'on n'est pas seulement en crise mais qu'on est en train de changer de monde, comme autrefois avec l'invention de la machine à vapeur, et qu'on doit donc changer de logiciel. »

dégagées devraient permettre, selon ces députés socialistes, d'exonérer les petites retraites du gel des pensions, unique mesure désapprouvée par 69 % de Français (1), de limiter le gel des prestations sociales (approuvé par 51 % des Français mais 42 % seulement des sympathisants de gauche) ou du salaire des fonctionnaires (approuvé par 57 % des Français et 50 % des sympathisants de gauche).

Hier également, l'UDI a présenté son « contre-pacte de responsabilité ». La première différence avec le plan gouvernemental est de degré, avec « un plan de réduction des dépenses publiques de 80 milliards entre 2015 et 2017 ». L'UMP, elle, vient de publier un argumentaire pour rappeler son « plan d'urgence » avec « une baisse drastique de 130 milliards d'euros des dépenses publiques inutiles ». La seconde différence entre la gauche et la droite de gouvernement est de nature. Si les propositions de Karine Berger modifient à la marge le pacte de responsabilité du gouvernement,

(1) Sondage BVA pour iTélé et Le Parisien - Aujourd'hui en France réalisé du 17 avril au 18 avril 2014 auprès d'un échantillon de 983 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



REPÈRES

UNE BAISSSE
DES PRÉLÈVEMENTS
ET DES DÉPENSES

● Le programme de stabilité et le programme national de réforme sont des documents transmis chaque année au mois d'avril par tous les États membres de l'Union européenne à la Commission européenne. Le premier présente la trajectoire des finances publiques jusqu'en 2017. Le second expose les réformes structurelles pour 2013.

● Le programme de stabilité qui sera adopté aujourd'hui en conseil des ministres prévoit d'une part une réduction globale des prélèvements obligatoires de 28 milliards d'euros entre 2014 et 2017, à travers une augmentation des prélèvements de 10 milliards pour les ménages et une baisse de 38 milliards pour les entreprises. Il prévoit d'autre part 50 milliards d'économies de dépenses. Le ministre des finances Michel Sapin a par ailleurs confirmé hier que le programme de stabilité prévoyait 1 % de croissance en 2014, et que 1,7 % en 2015 lui paraissait « raisonnable ».

PAROLES

HENRI STERDYNIAK,
économiste à l'Observatoire français
des conjonctures économiques (OFCE)

« Il faut attendre
que la croissance
reparte »

« **S**i on se fixe comme objectif de réduire les dépenses publiques de 50 milliards, il n'y a pas d'alternative : ça fait forcément mal ! Il n'y a guère d'autres solutions que de ne pas augmenter les fonctionnaires, de limiter leur embauche et de baisser le niveau des allocations familiales et des retraites. En France, nous avons un système de protection sociale particulièrement généreux, plus généreux que dans les autres pays européens, et les retraités disposent d'un niveau de vie équivalent à celui des actifs. Si nous voulons nous caler sur l'Allemagne, il n'y a pas d'autre choix que de jouer sur ces paramètres. »

On peut toujours amender ces mesures comme le proposent certains députés socialistes, trouver des modalités de mise en œuvre différentes, mais cela jouera à la marge, réduira l'objectif d'économies de 3 ou 4 milliards mais ne changera rien fondamentalement aux mesures prises. Notre déficit est à 4,3 % du PIB. Si le gouvernement reste sur l'objectif de le ramener à 3 % en 2017, il va falloir mener des politiques drastiques. Et s'il veut dans le même temps réduire les charges sur les entreprises, l'effort portera nécessairement sur les ménages, avec le risque de casser la reprise de la crois-

sance qui s'esquisse. On ne peut pas faire trois choses à la fois : réduire massivement les déficits, mener une politique en faveur de la compétitivité des entreprises et soutenir la consommation.

Le choix fait par le gouvernement de soutenir la compétitivité et de réduire les dépenses publiques n'est, à mon avis, pas le bon. L'Allemagne a fait ce choix entre 2000 et 2005. Résultat : sa croissance a été faible, a contribué à augmenter son déficit public et a pesé sur l'ensemble de la zone euro. Si nous nous lançons dans la même stratégie, le risque est que ses effets ne se fassent pas sentir avant quatre ou cinq ans et que l'effet récessif des mesures prises sur les ménages ne l'emporte sur l'effet compétitivité. Nous avons besoin d'une consommation plus vigoureuse pour faire repartir l'investissement des entreprises. Dans ce contexte, il est dangereux d'opérer une ponction importante sur les dépenses publiques. Il faut renoncer à l'objectif de 3 % en attendant que la croissance reparte. »

RECUEILLI PAR CÉLINE ROUDEN



Henri Sterdyniak.

AGNÈS VERDIER-MOLINIÉ,
directrice de la fondation Ifrap

« On peut avoir
la même qualité
de services publics
pour moins cher »

« **N**ous consacrons chaque année 1 200 milliards d'euros aux dépenses publiques, soit 57 % de notre PIB. Et chaque année, elles augmentent naturellement de 30 milliards environ. En projetant 50 milliards d'économies d'ici à 2017, le gouvernement n'envisage donc qu'une baisse de la hausse. À la fondation Ifrap, nous pensons qu'il faut stabiliser ces dépenses, et nous avons travaillé sur 60 milliards d'euros d'économies structurelles à l'horizon 2021. Il faut faire des choix audacieux, qui auront le mérite de nous pousser à réorganiser nos politiques publiques. On peut avoir la même qualité de services publics pour moins cher. Par exemple, si on gèle pendant cinq ans toutes les embauches de fonctionnaires, on économise 18 milliards d'euros d'ici à 2021. Si, en plus, on minore l'indexation des pensions de retraite des fonctionnaires, on gagne 6 milliards rien que pour l'État. Cette mise sous contrainte va nous obliger à faire d'autres réformes. Dans l'éducation, où 80 % des dépenses sont consacrées aux rémunérations, il faudra optimiser le temps d'enseignement en demandant aux agrégés d'enseigner non plus 15 mais 18 heures ou plus. Dans les administrations, le fait d'augmenter le temps de travail, comme l'ont fait PSA et Renault,

permettra de délivrer les mêmes services qu'avant en faisant des économies. Mais surtout, ces économies vont nous pousser à rationaliser les missions. La décentralisation s'est faite en empilant les compétences. Les communes, les départements, les régions et l'État s'occupent tous de tourisme par exemple, ce qui multiplie les besoins en personnel, le temps de réunion... Il faut qu'une mission soit assumée par un seul échelon de compétence. Par exemple, nous pensons que le social devrait être recentralisé et géré par l'État.

Même logique pour les dépenses sociales, qui représentent 700 milliards d'euros par an, dont 33 milliards rien qu'en coûts de distribution. En gelant toutes les prestations sociales, sauf les indemnités de maternité, on économiserait 2,5 milliards d'euros. Mais il faut aussi repenser l'organisation. En France, on crée une aide par sujet, ce qui multiplie les dossiers. Notre proposition, c'est d'imiter le Royaume-Uni et de verser une seule aide aux ménages, en fonction de leurs revenus, mais plafonnée et impossible, ce qui permettra des économies de gestion. »

RECUEILLI PAR NATHALIE BIRCHEM



Agnès Verdier-Molinié.

LA QUESTION
DU JOURCLAUDINE
PÉREZ-DIAZChercheuse (CNRS/Inserm)
et spécialiste de la sécurité routièrePourquoi tant
d'opposition
à la limitation
des vitesses ?

La Ligue de défense des conducteurs a réuni hier au Sénat les opposants à une réduction de la vitesse à 80 km/h sur les routes secondaires.

Pour les scientifiques, le lien entre réduction de la vitesse et baisse de la mortalité routière est pourtant avéré.

« La résistance à conduire moins vite a plusieurs explications. Les groupes de pression contre la limitation de la vitesse s'appuient d'abord sur un courant libertaire qui revendique aussi bien la liberté de boire, de fumer que de conduire vite, même si cela présente des risques majeurs. Mais de quelle liberté parle-t-on ? Les motards qui luttent contre une baisse de la vitesse autorisée sont souvent des motards aguerris. Or, ce sont les jeunes motards ou les conducteurs novices qui sont les premières victimes des accidents de la route. Les plus expérimentés, qui sont moins vulnérables, défendent leur liberté sans se rendre compte des conséquences pour les autres.

Par ailleurs, les opposants aux mesures de sécurité routière, qui sont très bien informés, utilisent une brèche, celle du "doute raisonnable". En effet, les scientifiques répugnent à affirmer les choses de manière définitive, même quand leurs études apportent des certitudes à 99 %. Il est aujourd'hui parfaitement démontré que la réduction des vitesses pratiquées sur les routes

fait baisser le nombre de morts. En revanche, il n'existe pas d'effet mécanique entre la vitesse maximale autorisée et la vitesse réellement pratiquée. Nous savons, en effet, que tout le monde ne réagit pas de la même façon à une baisse des vitesses autorisées : une partie de la population va l'appliquer, une autre non, et une autre conduira même encore moins vite. Globalement, nous savons qu'une baisse réglementaire entraîne une baisse de la vitesse moyenne et donc, in fine, une réduction du nombre de morts. Mais ce n'est pas arithmétique, et les opposants à toute limitation des vitesses utilisent cette petite marge d'incertitude.

Enfin, les moyens de communication de ces mouvements sont sans commune mesure avec ceux des pouvoirs publics. Ces derniers ont cru trop longtemps qu'il suffisait d'annoncer des faits scientifiques pour que ceux-ci s'imposent. Or, cela ne suffit pas, notamment pour lutter contre des idées reçues. Comme celle voulant que les radars aient été installés pour alimenter les caisses de l'État. J'étais aux premières loges et je peux affirmer que ce sont les scientifiques qui ont dû convaincre les représentants de l'État de mettre ces radars en place, car le Trésor public craignait que leur achat ne coûte trop cher à l'État ! »

RECUEILLI PAR EMMANUELLE RÉJU

« La réduction des vitesses sur les routes fait baisser le nombre de morts. »



COURRIER

Vos réactions par courrier (18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex), par mail (lecteurs.lacroix@bayard-presse.com) ou sur le site www.la-croix.com

Délégation catholique
en Russie (suite)

Je m'interroge à propos de votre « Interrogation autour d'une délégation catholique française en Russie » (La Croix du 3 avril). (...)

Je suis très peiné de constater que vous traitez avec circonspection le voyage réalisé par des catholiques français sur invitation du Patriarcat orthodoxe de Moscou, pour échanger sur la défense de la famille et des chrétiens d'Orient, sur la lutte contre l'avortement et l'euthanasie.

Mais en quoi donc la « défense de la famille traditionnelle » dérange-t-elle à ce point un journal comme La Croix ? Est-ce que Marc Aillet, un de nos rares évêques à avoir le courage de porter haut et fort ses convictions sur la famille et le respect de la vie, le respect de l'innocence de l'enfant, est en contradiction formelle avec les papes Benoît XVI et François ? En quoi la génération Jean-Paul II est-elle en contradiction avec l'Évangile, cette belle génération qui, avec ses aînés piégés par l'après-68 et pleins de remords aujourd'hui, et avec des non-chrétiens, a manifesté pacifiquement en nombre pour les mêmes convictions, et continue de veiller patiemment dans de nombreuses villes, toujours avec des non-chrétiens et des vieux (vous n'en parlez pas souvent !). (...)

Ah c'est vrai ! la Russie ! La visiter au moment du scandale de la Crimée serait une maladresse ! L'actualité politique doit-elle interdire aux chrétiens de dialoguer ? Nous pouvons la critiquer, cette Russie, nous Européens si parfaits et prospères ! Jean-François Colossimo (que j'apprécie beaucoup par ailleurs pour son travail œcuménique) aurait pu rappeler dans son commentaire que si l'Église de Russie est encore en vie aujourd'hui c'est parce que, grâce au soutien de l'Esprit Saint, les humbles babouchkas ont su courageusement, pendant plusieurs générations, transmettre leur foi à leurs enfants communistes ! Église de Russie en convalescence, sans doute, mais déjà si lumineuse au sein d'un peuple fier de sa « Russie éternelle » et conscient que Poutine, lui, n'est pas éternel. Cependant j'ai trouvé bien savoureuse, dans la même page 20 du journal, la

Joie du pardon

Après la lecture de « Pardonner jusqu'à soixante-dix fois sept fois » (La Croix du 22-23 mars), je vous adresse ce témoignage de pardon.

Notre fils Christophe est décédé à 26 ans, dans la nuit du 24 novembre 1995 dans un accident de voiture conduite par un jeune chauffeur, D., très alcoolisé (plus excès de vitesse et refus de priorité). Ce jeune D. a donc tué involontairement notre fils Christophe. Après un procès, il a été condamné à dix-huit mois de prison, dont douze mois ferme. D. était domicilié près de chez nous. Dès sa sortie de prison, nous le rencontrions souvent avec un certain malaise. Mon mari et moi-même, nous nous décidions « à faire quelque chose » ! Après un long cheminement intérieur dans la prière et les sacrements, nous avons invité D. à venir chez nous. Après quelques réticences de sa part, il est venu et nous avons pu établir une relation chaleureuse, parler de « cet événement », la mort de notre fils Christophe. Les mots sortaient de nos cœurs, prêts à pardonner... aidés par la grâce, la prière, l'Esprit Saint et Christophe (?).

Nous nous sommes quittés heureux, car cette rencontre nous a mis dans la paix. J'ai été bouleversée, envahie par une joie immense. J'avais envie de chanter, de danser, de crier cette joie, de la partager... Depuis quinze ans, cette joie profonde ne m'a pas quittée ! Je voudrais insister sur le fait que la joie que libère le pardon n'est jamais mentionnée. Un vrai pardon donné du fond du cœur à tout jamais. Que l'on nous dise cette Joie de Dieu qui nous transfigure !

Les parents de Christophe J. et J.

juxtaposition de cet article et celui qui relate le propos du pape François qui « a décrit le mariage entre un homme et une femme comme une "icône" dans laquelle "Dieu se reflète" ». Votre journal La Croix y croit-il ? (...)

Édouard Damestoy
(Yvelines)

Maquis de Glières

J'ai été très heureux de lire l'article d'Antoine Fouchet du 7 mars sur la polémique que provoque le livre de Claude Barbier, intitulé *Le Maquis de Glières, mythe et réalité*.

Mon propos n'est pas de m'immiscer dans ce débat, mais plutôt de partager ce qui fut ma découverte du « maquis des Glières ». En août 1947, j'avais 12 ans et demi et j'étais en colonie de vacances à la Balme-de-Thuy (avec la résidence sociale de Saint-Denis). Nous étions donc à 1,5 km du cimetière de Morette et à 5 km de Thônes. Un prêtre de cette ville, qui connaissait l'histoire du maquis, est venu un soir nous raconter la bataille des Glières. Cela m'a passionné et n'a jamais quitté ma mémoire. À cette

époque, les hauts faits de la Résistance étaient souvent évoqués. (...) Un dimanche, le général de Gaulle, qui voyageait à travers la France, est venu au cimetière de Morette. Nous l'avons accueilli par des chants de la Résistance. Je me souviens de celui-ci : « Sur les chemins de France tant de gars, tant de gars sont tombés... Tant de garçons sont morts au cri de "Liberté"... Ta terre, ils la trouvaient belle, ils ont voulu l'arroser de leur sang... ». Ces souvenirs, qui m'avaient profondément marqué, se sont enfouis dans ma mémoire, jusqu'au jour où Nicolas Sarkozy en campagne pour l'élection présidentielle de 2007 est venu en hélico passer un bref moment au monument dédié aux maquisards des Glières, hélas sans y convier « l'Association des anciens maquisards des Glières ». Il a fallu cet événement pour que ce souvenir remonte à la surface de ma mémoire. En juillet 2007, descendant pour un séjour en Savoie, nous nous sommes arrêtés à Thônes et je suis remonté au plateau des Glières revoir cet endroit unique et raviver ce qui avait marqué de son empreinte la mémoire d'un enfant.

Jean-Pierre Jeffroy
(Seine-Saint-Denis)

À LIRE

UNE AFFAIRE DE FAMILLE, JEAN XXIII, LES JUIFS ET LES CHRÉTIENS
d'Alexandre Adler

Éditions du Cerf, 137 p., 15 €

À quelques jours de la canonisation de Jean XXIII, il faut lire ce livre pour deux raisons. D'abord parce que l'essayiste Alexandre Adler y dévoile l'histoire méconnue de sa grand-mère juive ashkénaze, Maria Bauer. Celle-ci a joint ses forces à Angelo Roncalli, le futur pape, délégué apostolique à Istanbul de 1934 à 1944, pour organiser l'exfiltration des enfants juifs, notamment bulgares, vers la Turquie neutre, durant la Seconde Guerre mondiale. L'occasion pour l'auteur de dépeindre la saga de sa famille,

liée à l'Allemagne et à l'Empire ottoman, puis à la Turquie de Mustafa Kemal. Mais aussi celle de Roncalli, « qui fit d'Istanbul le quartier général d'une entreprise de sauvetage sans précédent. »

Ensuite parce qu'Alexandre Adler se fonde sur l'amitié entre ces deux glorieux ancêtres pour analyser, à travers le prisme de son « respect » et de sa « sympathie profonde pour l'Église catholique », les relations entre juifs et chrétiens qui sont redevenues, selon lui, « comme à l'origine, une affaire de famille ». D'une plume fine et documentée, souli-



gnant que « Pie XI ne mérite pas tant d'éloges et que Pie XII ne mérite pas autant d'opprobre », il rappelle comment Jean XXIII, nourri de ses expériences bulgare, turque et française, instaura un dialogue « familial et familial » avec le judaïsme. Aux yeux de l'auteur, « la reconnaissance de l'autre est la forme la plus élevée de communion avec le divin. » Là réside pour lui « le point extrême où aboutit la théologie de Jean XXIII, qui s'assimile à un hyperréalisme mystique. » Lui-même n'a-t-il pas déclaré être à la fois « très naïf et très rusé » ?

FRÉDÉRIC MOUNIER

Le « mariage pour tous » a attiré plus de couples que prévu

► Un an après l'adoption de la loi ouvrant le mariage aux couples de même sexe, maires et associations témoignent d'un certain apaisement. ► En revanche, les questions d'adoption et de filiation continuent de susciter de fortes tensions.

Les chiffres sont rares mais leur interprétation ne fait pas débat : il y a eu davantage de mariages entre personnes de même sexe qu'attendu. Alors que le gouvernement tablait sur 2 500 unions par an, 7 000 ont été célébrées entre mai 2013 et la fin de l'année, soit un peu plus de sept mois. Cela représente, selon l'Insee, 4 % de l'ensemble des mariages conclus sur cette période. « C'est un chiffre important et j'avoue que je n'avais pas anticipé un décollage aussi fort et rapide, reconnaît Philippe Gosselin, maire et député de la Manche, fondateur du collectif Maires pour l'enfance. Nous verrons ce qu'il en est en 2014 et par la suite, mais ce premier chiffre traduit en tout cas une indéniable attente des couples. »

Le nombre de mariages est d'abord dû à un phénomène de rattrapage, beaucoup de couples ayant attendu l'ouverture de ce droit durant des années. La moyenne d'âge des couples de même sexe est d'ailleurs plus élevée que celle des hétérosexuels : 50 ans pour les hommes et 43 pour les femmes dans le premier cas, contre 37 ans et 34 ans pour le second. « Je pense aussi que le climat des débats a favorisé ce "boom", observe Éric Garnier, ancien président de l'Association des parents gays et lesbiens et auteur de *L'Homoparentalité en France* (1).

Les tensions, depuis, sont un peu retombées, comme en témoignent les maires. « À part quelques exceptions au début, dues à la médiatisation des mariages, il n'y a pas eu d'incidents », confirme Jacques Péliissard, maire, député UMP du Jura et président de l'Association des maires de France, avant de poursuivre : « Les maires ne souhaitent pas célébrer eux-mêmes ont tous trouvé des élus pour le faire. On peut seulement regretter qu'il faille, en théorie, une absence ou un empêchement du maire pour déléguer, ce qui est souvent hypocrite pour les mariages homosexuels. » En tout, ceux-ci ont été célébrés dans 2 900 communes, dont un quart dans des villes de plus de 200 000 habitants (contre 9 % des mariages hétérosexuels). En revanche, note l'Insee, la part des mariages célébrés dans les communes de moins de 2 000 habitants est la même, que le couple soit de même sexe ou non (un quart des mariages).

Ces premières données seront-elles confirmées dans les années à venir ? La plupart des observateurs pronostiquent un ralentissement du nombre de mariages. Les exemples étrangers montrent plutôt une stabilité de la part des mariages homosexuels dans l'ensemble des unions :



Christiane Taubira, garde des sceaux, ouvre les débats au Sénat, le 4 avril 2013. Un an après, les opposants veulent rester vigilants.

près de 5 % en Belgique depuis 2004 et autour de 2 % en Espagne depuis 2006. En France, on peut aussi observer que 7 000 à 9 000 pactes civils de solidarité (pacs) sont conclus chaque année entre couples homosexuels, ce qui représente près de 5 % de ces contrats.

« Il ne faut pas sous-estimer la prise de conscience de la société française. »

Or, parce qu'il ouvre le droit à l'adoption, le mariage sera probablement davantage choisi que le pacs par les couples homosexuels vivant avec des enfants ou souhaitant le faire. « En un an, j'ai reçu plus d'une centaine de demandes d'adoptions intra-familiales venant essentiellement de couples

de femmes dont l'une a eu un enfant par PMA à l'étranger et qui souhaitent que la conjointe puisse adopter », explique Caroline Mécary, avocate et militante des droits des homosexuels. L'Institut national d'études démographiques (Ined) estime aujourd'hui le nombre d'enfants vivant dans des familles homoparentales entre 25 000 et 40 000. « La vérité est sûrement bien supérieure, d'autant que les jeunes couples d'homosexuels envisagent beaucoup plus leur vie avec des enfants que les générations précédentes », observe Éric Garnier.

L'ouverture de la PMA et de la GPA continuera ainsi d'être, dans les années à venir, une revendication des couples homosexuels... qui rencontreront alors des résistances farouches. « Pour le mo-

ment, le gouvernement semble reculer sur ces points mais nous restons vigilants et prêts à nous mobiliser », expliquait récemment Ludovine de La Rochère, la présidente de « La manif pour tous ». L'organisation pourra-t-elle de nouveau mobiliser largement ? « Certes, le mouvement s'est divisé et rétréci depuis le vote de la loi, mais il ne faut pas sous-estimer la prise de conscience qui s'est opérée dans la société française, bien au-delà du mouvement en lui-même, répond le député UMP Philippe Gosselin. Sur certains sujets, les Français ont compris qu'il faut se méfier des évidences. »

FLORE THOMASSET

(1) Éd. Thierry Marchaisse, 2012, 250 p.

REPÈRES

UNE ANNÉE DE MARIAGE POUR TOUS

- **23 avril 2013.** Par 331 voix contre 225, l'Assemblée nationale adopte le projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe. Immédiatement, des députés saisissent le Conseil constitutionnel.
- **17 mai.** Le Conseil constitutionnel valide l'ensemble de la loi tout en précisant que le texte ne reconnaît pas un « droit à l'enfant »,

le principe à respecter pour tout agrément d'adoption devant être « l'intérêt de l'enfant ».

- **26 mai.** La première « manif pour tous » après le vote réunit entre 150 000 et 1 million de personnes.
- **29 mai.** Le premier mariage homosexuel est célébré à Montpellier.
- **2 juillet.** Le collectif des Maires pour l'enfance dépose un recours devant le Conseil d'État contre la circulaire stipulant que le refus de célébrer un mariage

constituait « une atteinte grave portée à une liberté fondamentale ».

Ce recours est assorti d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) sur la liberté de conscience des élus. Elle est rejetée, en octobre.

- **24 février 2014.** Quatorze maires saisissent la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), estimant avoir été privés par le Conseil d'État d'un « procès équitable ».

EXPLICATION

Un plan d'action contre l'enrôlement de jeunes tentés par le djihad

Alors que la puissance publique s'inquiète de la radicalisation croissante de certains jeunes prêts à donner leur vie en Syrie, le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, doit annoncer aujourd'hui un plan d'action pour enrayer le phénomène.

Que sait-on des jeunes qui sont tentés par le djihadisme ?

Début 2014, alors qu'il était encore ministre de l'intérieur, Manuel Valls lâchait des chiffres inquiétants : 700 Français étaient recensés comme ayant la volonté de « faire le djihad » en Syrie, parmi lesquels 250 jeunes y combattaient actuellement. Il existe peu d'éléments précis pour définir leur profil, mais les observations de Dounia Bouzar (1), anthropologue et membre de l'Observatoire de la laïcité, bousculent les idées reçues. En effet, les apprentis djihadistes seraient des filles dans 40 % des cas. Contre toute attente, l'endoctrinement interviendrait indépendamment de l'environnement confessionnel, puisque les familles de ces jeunes se disent athées pour 70 % d'entre elles. Le niveau social, enfin, ne serait pas particulièrement déterminant non plus : 63 % des jeunes appartiendraient en effet à la classe moyenne et

20 % proviendraient d'un milieu favorisé.

Comment endiguer ce mouvement ?

Un plan d'action regroupant une vingtaine de mesures doit être dévoilé aujourd'hui en conseil des ministres. Afin de freiner les départs en Syrie, l'autorisation parentale de sortie du territoire sera rétablie pour les mineurs. Les candidats potentiels au djihad pourraient par ailleurs être signalés comme des profils à risque dans le Fichier des personnes recherchées (FPR) ainsi que dans le système d'information Schengen (SIS). Ils seront ainsi plus facilement repérés lorsqu'ils se présenteront aux frontières françaises ou communautaires.

Un volet préventif du plan prévoit par ailleurs de s'appuyer autant que possible sur les parents des jeunes en voie de radicalisation. Un « guichet » leur sera ainsi ouvert, avec accès à des psychologues et à des services sociaux, afin de répondre à leurs inquiétudes, et cela dès les premiers signes de comportement anormal.

Le gouvernement entend enfin s'attaquer à la propagande pro-djihad, qui passe essentiellement par le canal d'Internet. La Place Beauvau réfléchit à une contre-offensive médiatique, en partenariat

avec des associations, les collectivités, mais aussi l'éducation nationale.

Que peut-on espérer de ce dispositif ?

Dounia Bouzar se dit « satisfaite » de voir inscrites des mesures qu'elle préconisait de longue date (lire La Croix du 29 janvier). La spécialiste attend à présent les détails de sa mise en œuvre. À ses yeux, la lutte contre l'endoctrinement « ne sera pas efficace sans une définition très pointue des indicateurs d'alerte auxquels les professeurs, les policiers, les animateurs, les assistantes sociales, les imams doivent être formés ». Elle met également en garde sur la réactivité du dispositif. « Il ne s'agit pas de mettre en place une lourde machinerie administrative. Certains jeunes peuvent basculer en moins de deux mois », souligne-t-elle. Persuadée que l'endoctrinement utilise les mécanismes classiques de l'emprise sectaire, l'anthropologue renvoie par ailleurs à la loi de 2001, qui condamne déjà les manipulations mentales.

JEAN-BAPTISTE FRANÇOIS

(1) Les statistiques restent à consolider et peuvent comporter des biais, puisqu'elles ont été réalisées à partir des déclarations de 40 familles ayant contacté, depuis février, le Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'Islam, fondé par Dounia Bouzar.

Le « biocontrôle », une piste pour limiter l'usage des pesticides

Le ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll a organisé hier à Paris un forum destiné à valoriser le « biocontrôle ». Cette filière utilise des mécanismes naturels pour protéger les cultures tout en limitant l'usage des pesticides.

Désorienter les parasites pour éviter qu'ils se reproduisent ; lâcher des coccinelles pour lutter contre les pucerons ; utiliser des algues pour protéger les pommes de certaines moisissures... Le biocontrôle est un ensemble de méthodes destinées à protéger les végétaux à l'aide de mécanismes naturels. Loin d'un retour aux méthodes de nos anciens, il s'agit là plupart du temps de techniques innovantes faisant appel à des phéromones de synthèse ou à des molécules biodégradables.

Ces méthodes phytosanitaires à faible risque pour la santé et l'environnement permettent aussi bien de soigner les plantes que de repousser

un insecte invasif. Selon les chiffres du ministère de l'agriculture, 65 % des Européens aimeraient trouver dans leurs assiettes des aliments plus naturels et sans résidus. La France reste aujourd'hui championne de l'utilisation massive de pesticides en Europe, mais le ministère de l'agriculture souhaite y remédier grâce au développement et à la valorisation des produits de biocontrôle, moins nocifs pour la santé des consommateurs et des agriculteurs.

75 % des cultures sous serres en France utilisent uniquement des produits issus de la filière biocontrôle.

Ces molécules contribuent également à limiter la pollution des sols, des cours d'eau et des nappes phréatiques. Cependant, il ne faut pas confondre biocontrôle et agriculture biologique. « Beaucoup de nos produits sont homologués "bio", mais pas

tous », explique Charles Vauray, secrétaire général de Ibma France, association des industriels du biocontrôle. Ces produits sont aussi utilisés de façon croissante dans l'agriculture conventionnelle.

Aujourd'hui, 75 % des cultures sous serres en France utilisent uniquement des produits issus de la filière biocontrôle, et cette industrie génère un chiffre d'affaires annuel de 100 millions d'euros pour un marché mondial qui s'élève à 1,6 milliard d'euros.

Le ministère souhaite valoriser la filière « pour que la France devienne un leader dans le domaine ». Les grandes firmes phytosanitaires s'intéressent, elles aussi, à cette activité qui emploie 1 500 personnes dans le pays. Selon Charles Vauray, « elles commencent notamment à racheter une partie des soixante-dix entreprises françaises qui se partagent le secteur ».

CAMILLE DROUET

[SUR WWW.LA-CROIX.COM](http://WWW.LA-CROIX.COM)
Trois questions à Charles Vauray

ESSENTIEL

Mortalité des abeilles, l'enquête sur le Gaucho se clôt par un non-lieu

Treize ans après les premières plaintes, l'enquête pénale sur la commercialisation par le groupe Bayer du Gaucho et ses conséquences pour les abeilles s'est soldée par un non-lieu, alors que le pesticide fait désormais l'objet de restrictions en Europe. L'Union nationale de l'apiculture française, partie civile, a fait appel de ce non-lieu daté du 1^{er} avril et conforme aux réquisitions du parquet de Paris de mars 2012. Le dossier sera donc de nouveau examiné par la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris. Dans son ordonnance, le juge d'instruction relève notamment que « la communauté scientifique n'a pas démontré l'existence d'un lien de causalité entre l'introduction du Gaucho

dans les cultures agricoles et l'augmentation de la mortalité des abeilles ». Dans ce contexte, « appréhender les troubles du cheptel apicole sous l'angle pénal apparaît d'emblée malaisé », ajoute-t-il, en soulignant les autres facteurs qui interviennent dans la mortalité des abeilles. Ces autres facteurs peuvent être des parasites comme le Varoa, le frelon asiatique, ou la perte de diversité des cultures. Les apiculteurs ne contestent pas la multiplicité des causes mais soutiennent que les pesticides en sont la principale. En France, l'autorisation du Gaucho a été retirée en 1999 pour le tournesol et en 2004 pour le maïs, en raison des risques pour les abeilles.

SOCIAL Un tiers des salariés prêts à travailler le dimanche pour gagner plus

Selon un sondage OpinionWay pour les Éditions Tissot, les heures supplémentaires (58 %) arrivent en tête des solutions envisagées par les salariés pour gagner plus et 33 % se disent prêts à travailler quelques dimanches contre une rémunération double (sondage réalisé en ligne du 19 au 27 mars auprès d'un échantillon représentatif de 1 050 salariés). De son côté, le ministre des affaires étrangères et du développement international, Laurent Fabius, a plaidé hier pour l'ouverture dominicale afin de relancer le secteur du tourisme.

PATRIMOINE

Les puces de Saint-Ouen en partie rachetées

Le PDG du groupe Studyrma a racheté au duc de Westminster les marchés phares Serpette et Paul-Bert des puces de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Jean-Cyrille Boutmy précise avoir acquis ces deux espaces emblématiques « par passion du lieu ». Plus grand marché d'antiquaires au monde, ces puces situées aux portes de Paris accueillent près de cinq millions de visiteurs par an.

HANDICAP

L'emploi dans la fonction publique augmente

Le taux d'emploi des personnes handicapées a progressé en 2013 dans la fonction publique, pour atteindre 4,64 %, contre 4,39 % en 2012, selon des données publiées hier par le Fonds d'insertion pour les personnes handicapées dans la fonction publique. Ce taux est encore en deçà du seuil de 6 % fixé par la loi, mais meilleur que dans le privé, où il est d'un peu plus de 3 %.

HÔPITAL Un rapport préconise une mutualisation des compétences

Un rapport remis hier au ministère de la santé prône une mutualisation des compétences et des équipements entre hôpitaux d'un même territoire. Il se prononce en faveur d'un « service public territorial de santé », une idée chère à la ministre, Marisol Touraine, qui est décidée à en faire l'un des « piliers » de la loi de santé publique qu'elle doit présenter cette année. Concrètement, il s'agit de faire en sorte que toutes les structures, tous les professionnels, y compris libéraux, et pas seulement l'hôpital public, coopèrent sur un territoire donné.

Sur www.la-croix.com

- En Centrafrique, des musulmans réinstallés pour échapper aux exactions
- Syrie : les États-Unis examinent les informations sur l'utilisation d'armes chimiques

David Cameron définit le Royaume-Uni comme un « pays chrétien »

► Le premier ministre britannique a publié pour Pâques une chronique dans laquelle il s'exprime sur sa foi, sa vision des croyants, ses désirs d'évangélisation et le caractère chrétien de son pays.
► Perçue comme politiquement opportuniste, cette intervention marque aussi l'influence croissante de l'archevêque de Cantorbéry, Justin Welby, au Royaume-Uni.

LONDRES

De notre correspondant

Pendant les célébrations de Pâques, le 16 avril, le premier ministre britannique a publié un long texte intitulé « Ma foi dans l'Église d'Angleterre » dans l'hebdomadaire *The Church Times*, le plus important journal anglican.

David Cameron y indique d'emblée sa fierté d'être chrétien. « *Les chrétiens estiment la responsabilité, le travail difficile, la charité, la compassion, l'humilité, et l'amour que nous partageons pour les gens de toutes religions et pour ceux qui n'en ont pas – et nous devrions être confiants en nous levant pour défendre ces valeurs. Les gens qui soutiennent au contraire une sortie de neutralité séculaire n'en perçoivent pas les conséquences, ou le rôle que la foi peut jouer pour aider les gens à avoir un code moral.* »

Ce plaidoyer rompt avec la réticence de ses prédécesseurs à parler de leur foi. Si Margaret Thatcher était la fille d'un pasteur méthodiste, sa croyance et l'éducation qu'elle avait reçue ont davantage transpiré dans ses choix politiques que dans ses déclarations. Idem pour Gordon Brown, fils d'un pasteur de l'Église d'Écosse.

De son côté, Tony Blair ne s'est converti au catholicisme qu'après avoir quitté Downing Street. Lorsqu'un journaliste lui posa en 2003 une question sur sa foi, son responsable de la communication Alastair Campbell intervint sèchement. « *On ne fait pas dans le Dieu!* », déclara-t-il pour récuser la question.

Ce même Alastair Campbell a, comme de nombreux commentateurs d'opposition, dénoncé l'intervention du premier ministre, David Cameron, comme une stratégie destinée à regagner la confiance de chrétiens parfois déçus par sa loi sur le mariage des couples de même sexe et par son manque d'implication dans la lutte contre la pauvreté. À l'approche des élections européennes et locales (elles se tiennent le jeudi 22 mai au Royaume-Uni), et à un an d'une élection générale qui pourrait placer le travailliste Ed Miliband à son poste, cette analyse a du sens.

Reste que David Cameron s'est déjà exprimé sur le thème de la religion. En 2008, il s'était comparé à la majorité des Anglicans : « *Nous sommes torturés par*



THOMAS COEX/AP

Le premier ministre a largement repris à son compte l'objectif d'évangélisation du primat de la confession anglicane.

David Cameron a également donné cette année une grande ampleur à la célébration annuelle de Pâques dans ses bureaux de Downing Street. Après avoir utilisé l'expression « *notre Sauveur* » en parlant de Jésus-Christ, le premier ministre avait assuré devant un parterre de religieux que ses « *moments de plus grande paix* » ont sans doute lieu « *un jeudi sur deux* » quand il participe à l'eucharistie de l'Église de l'ouest de Londres attenante à l'école de ses enfants.

Quelle que puisse être la motivation

les doutes, ne portons pas notre foi sur nos manches (NDLR : expression signifiant « afficher »), et n'en faisons pas trop à son propos, mais croyons fondamentalement. »

politique du responsable conservateur, un élément semble aujourd'hui indéniable : l'influence de l'archevêque de Cantorbéry, Justin Welby, à Downing Street. Le premier ministre a en effet largement repris à son compte l'objectif d'évangélisation du primat de la confession anglicane. « *Certaines personnes pensent que dans cette époque plus que jamais séculaire, nous ne devrions pas parler de ces choses* (NDLR : de religion), écrit-il dans son texte. *Je ne suis pas du tout d'accord. Je pense que nous devrions être plus confiants dans notre statut de pays chrétien, plus ambitieux en développant le rôle des organisations religieuses et, franchement, plus évangélistes à propos de notre foi qui nous force à sortir pour améliorer la vie des gens.* »

L'archevêque et l'Église anglicane n'ont cependant pas hésité à dénoncer énergiquement la politique gouvernementale de réduction drastique des aides sociales,

REPÈRES

LA RELIGION AU ROYAUME-UNI

- **Le Royaume-Uni compte 62 millions d'habitants**, dont 52 millions vivent en Angleterre, 3 millions au pays de Galles, 5,2 millions en Écosse et 1,8 million en Irlande du Nord. 45 % des Britanniques se déclarent anglicans, 10 % catholiques, 3,5 % musulmans et 26,5 % sans religion, les autres ne se prononçant pas.
- **L'anglicanisme revendique environ 85 millions de fidèles dans 165 pays.** La Communion anglicane est composée de 44 Églises. L'archevêque de Cantorbéry, le Dr Justin Welby, chef spirituel de l'Église d'Angleterre, préside aussi la Communion anglicane. Mais, à la différence du pape, il n'a aucun pouvoir officiel sur les 44 Églises, qui sont toutes juridiquement autonomes.
- **Église mère de la Communion**, l'Église d'Angleterre compte environ 26 millions de baptisés, mais évalue à seulement 1,7 million le nombre de pratiquants, selon des chiffres officiels. Elle a conservé un statut d'Église d'État. Le monarque britannique, gouverneur suprême de l'Église d'Angleterre, nomme les évêques ; 26 évêques et archevêques siègent à la Chambre des lords, la chambre haute du Parlement.

Le premier ministre anglais David Cameron en visite à l'église de la Nativité, à Bethléem, au mois de mars dernier.

qui se répercute avant tout sur les plus pauvres. David Cameron a concédé que le sujet est « *controversé* », mais assure que la forte baisse du chômage et la création d'emplois dans le secteur privé sont liées à sa stratégie globale qui relancera la prospérité.

Alors qu'il avait déclaré la semaine précédente que « *Jésus a inventé la Big Society* (1) *il y a deux mille ans, je veux seulement en voir encore plus* », il a cette fois-ci félicité « *les efforts de tous ceux qui aident à nourrir, habiller et à loger les plus pauvres dans notre société* » et notamment les « *organisations religieuses* (qui) *jouent un rôle fondamental* ».

TRISTAN DE BOURBON

(1) La Big Society est le projet phare mené depuis 2009 par le gouvernement Cameron pour amener la société à se prendre à main, faire reculer ainsi le rôle de l'État providence, et diminuer d'autant les dépenses publiques.

Les États-Unis apportent des « preuves » de la présence russe en Ukraine

Joe Biden, vice-président des États-Unis, se trouvait hier à Kiev pour soutenir les nouvelles autorités ukrainiennes.

Le département d'État américain a dévoilé une série de photos sur le rôle des commandos russes qui déstabilisent l'est de l'Ukraine.

Qui sont ces soldats sans insigne ni drapeaux qui ont pris le contrôle d'une série de bâtiments publics dans la partie orientale de l'Ukraine avec une efficacité toute militaire ? « De simples volontaires de notre cause », martèlent les militants séparatistes prorusses à qui veut l'entendre. Les habitants préfèrent les appeler les « petits hommes verts ». À Kiev ou à Washington, pas de doute : il s'agit de forces spéciales russes dépêchées par Moscou pour déstabiliser la région et empêcher la tenue des élections.

Profitant de la visite du vice-président des États-Unis, Joe Biden, en Ukraine, le département d'État américain a dévoilé une série de « preuves » sur l'implication des forces spéciales étrangères auprès des miliciens armés qui s'activent dans une dizaine de villes de l'est du pays. Il s'agit d'images fournies par les Ukrainiens, publiées dans la presse internationale ou prises par les enquêteurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui sont déployés dans la région avec l'accord de la Russie.

Une série de photos se focalise sur un militaire à la longue barbe rousse. Le soldat en treillis avait été photographié par l'OSCE lors de l'invasion de la Géorgie, en 2008. Or, de nouveaux clichés le montrent,

la barbe légèrement blanchie, dans la ville de Slaviansk, tombée sous le contrôle des forces séparatistes, le 14 avril 2014. L'homme est aussi visible sur un autre cliché immortalisant la prise du commissariat de la ville de Kramatorsk, par les forces prorusses. Enfin, il figure sur une troisième série de photos prises lors de l'annexion de la Crimée par la Russie au mois de mars.

Lors d'une longue intervention sur les chaînes russes, lundi, Vladimir Poutine a catégoriquement démenti la présence de forces spéciales russes dans la partie orientale de l'Ukraine. Mais, à la lecture des événements récents, ses déclarations sont à prendre avec circonspection. Le maître du Kremlin avait également nié l'existence de ses commandos en Crimée, il y a un mois, malgré l'accumulation de preuves et de témoignages. Interrogé, lundi, par un téléspectateur, il a finalement reconnu le rôle des forces spéciales russes dans le processus de rattachement de la péninsule à la Russie.

Vladimir Poutine a catégoriquement démenti la présence de forces spéciales russes dans la partie orientale de l'Ukraine. Mais ses déclarations sont à prendre avec circonspection.

En Crimée, ces troupes d'élite se déplaçaient en blindés et faisaient le siège des garnisons ukrainiennes. Dans le Donbass, leur présence est presque invisible, plus difficile à détecter par des non-spécialistes.



Le vice-président des États-Unis Joe Biden (à gauche) avec le président ukrainien Oleksandr Turchynov à Kiev le 22 avril.

Les observateurs étrangers s'étonnent cependant de la discipline de ces « volontaires » prorusses lors de l'assaut des bâtiments publics ou de leur comportement professionnel aux barrages routiers.

Sur son blog officiel, le général américain Philip Breedlove, commandant militaire de l'Otan, note : « Les activistes prorusses dans l'est de l'Ukraine montrent un entraînement et un équipement militaire ainsi qu'une façon de travailler ensemble qui sont cohérents avec des troupes appartenant à une unité établie depuis longtemps, et non pas spontanément à partir d'une milice locale. »

OLIVIER TALLÈS

Le pape accueillera samedi le premier ministre ukrainien

Le pape François recevra, samedi, le premier ministre par intérim de l'Ukraine, Arseni Iatseniouk, dans le cadre des nombreuses audiences réservées à des chefs d'État et de gouvernement à la fin de cette semaine. Plusieurs dizaines de chefs d'État et de gouvernement sont attendus samedi et dimanche à Rome, à l'occasion de la canonisation, le 27 avril, des papes Jean XXIII et Jean-Paul II. Samedi, outre le premier ministre de l'Ukraine, le pape doit rencontrer le président hondurien Juan Orlando Hernandez, l'ancien roi des Belges Albert II et le président polonais Bronislaw Komorowski.

la Croix

amour, pouvoir, femmes, pardon...

Ce que Jésus a vraiment dit

96 pages
20,5 x 28,5 cm

NOUVEAU | hors-série

Ce que Jésus a vraiment dit

« Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent » ; « Femme, que me veux-tu ? » ; « Heureux, vous les pauvres » ; « Les premiers seront les derniers » ; ...

Qu'a donc voulu dire Jésus ? A-t-il prononcé ces phrases dans ces termes ? Dans quel contexte ? 2 000 ans après, ces paroles continuent d'étonner.

Réalisé par la rédaction de LA CROIX, ce hors-série explique de manière accessible douze phrases d'Évangile qui touchent à des thèmes universels comme le pouvoir, la santé, la violence, les femmes, la pauvreté, l'argent,...

7,90€

COMMANDEZ-LE AVEC LE CODE OFFRE A173106

PAR INTERNET
www.boutiquebayard.com
insérez le code offre indiqué ci-contre dans l'emplacement prévu à cet effet

PAR TÉLÉPHONE
au 0825 825 832 (0,15€/min)
du lundi au vendredi de 8h30 à 19h
le samedi de 9h à 18h

PAR COURRIER
LA CROIX - TSA 70008
59714 Lille cedex 9

Le Liban élit son président sans renouveler les candidats

Les grands acteurs de la guerre du Liban, qui a pris fin officiellement il y a vingt-quatre ans, dominent toujours la vie politique, empêchant tout nouveau.

BEYROUTH

De notre correspondant

Depuis la fin de la guerre en 1990, les clés du palais présidentiel de Baabda sont souvent remises au candidat qui fera le moins de vagues. Aujourd'hui, la règle du jeu sera simple : les 128 députés du Parlement éliront – ou non – le futur président, répondant à la convocation du président du Parlement.

Pas de suffrage universel direct, quasiment pas de programme électoral dans un pays où la classe politique ne se régénère pas, s'appuyant sur un système confessionnel qui verrouille le pays. Selon une tradition non écrite dans la Constitution remontant à 1943, la présidence revient à un chrétien maronite. L'actuel président, Michel Sleimane (65 ans), avait été élu en 2008, à la suite de la semaine sanglante du 7 mai et du mini-putsch du Hezbollah et de ses alliés.

Nabih Berri, président du Parlement libanais (76 ans), chef du mouvement Amal (chiite) et ex-milice pendant la guerre, appellera ce matin les députés à voter. Deux camps s'affrontent depuis 2005. Le

premier – le 14-Mars – fait bloc derrière son candidat, Samir Geagea (61 ans), chef des Forces libanaises (ex-milice), soutenu par l'autre grande figure maronite, Amine Gemayel (72 ans), ex-président dans les années 1980 et chef des Kataëb (Phalanges chrétiennes, ex-milice), et par les sunnites du bloc Hariri.

De l'autre côté – le camp du 8-Mars –, celui qui se rêve président depuis trente ans : Michel Aoun (80 ans), ex-commandant en chef de l'armée libanaise dans les années 1980 et allié depuis 2006 de la principale force du paysage politique, le Hezbollah. Michel Aoun ne s'est pas déclaré candidat de manière officielle, mais considère qu'il est l'homme de la situation.

La classe politique s'appuie sur un système confessionnel qui verrouille le pays.

Les deux camps ont dépêché des émissaires auprès de deux autres acteurs majeurs : le patriarche maronite Mgr Bechara Boutros Raï (74 ans) et le faiseur de roi, le druze Walid Joumblatt (64 ans), chef du Parti socialiste progressiste (PSP, ex-milice pendant la guerre également). Vingt-quatre ans après la fin officielle de la guerre, les anciens seigneurs de guerre sont donc tou-

jours là. Difficile de passer le témoin à la nouvelle génération, ce qui crée un grand sentiment de frustration.

« Les hommes politiques libanais confisquent notre démocratie, soupire Ziad, étudiant musulman à l'université chrétienne Saint-Joseph. Nous, les jeunes, nous arrivons très bien à nous entendre, même si nous sommes les héritiers d'une histoire qu'ont fabriquée nos pères, les armes à la main. C'est possible dans la société civile, qui est très dynamique. Mais dans les hautes sphères, seul le pouvoir les intéresse. » À ses côtés, Marie, étudiante en droit, semble exaspérée : « Aoun et Geagea se détestent et revendiquent le leadership chrétien. J'espère qu'aucun des deux ne passera. Je n'ai pas confiance dans leurs discours. »

Pourtant, les discours sont assez clairs. Tout le monde réclame la souveraineté nationale et la préservation du Liban face à la crise syrienne et la relance d'une économie exsangue qui voit sa jeunesse émigrer sans discontinuer depuis vingt ans. Le tout à l'ombre du Hezbollah, et du conflit syrien.

Si les députés ne s'entendent pas aujourd'hui, de nouvelles négociations s'ouvriront avec en ligne de mire la date du 25 mai, date de la fin du mandat de Michel Sleimane. Au-delà, un vide présidentiel n'augurerait rien de bon pour le pays du Cèdre.

DAVID HURY

ESSENTIEL

Damas à nouveau accusé d'avoir utilisé des armes chimiques

Alors que la Syrie ne cesse de s'enfoncer dans la guerre, Washington et Paris ont indiqué avoir des éléments sur l'utilisation de produits chimiques toxiques à Kafarzit, un bastion rebelle de la province de Hama (centre). Damas est soupçonné par Washington d'avoir utilisé un produit chimique industriel dans des attaques, tout en ayant évacué ou détruit près de 80 % de son arsenal chimique en vertu d'un accord russo-américain qui lui a permis d'éviter des frappes militaires américaines. Dimanche, le président français François Hollande avait indiqué que Paris disposait de « quelques éléments », mais pas de

preuves faisant état de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. Hier, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé qu'un million de réfugiés syriens ont été accueillis par la Turquie depuis le déclenchement du conflit en Syrie. Il a affirmé que son pays ne leur fermerait pas la porte. Le chef du gouvernement turc a assuré que son pays, qui partage une longue frontière avec la Syrie, entend conserver sa politique de porte ouverte pour les civils syriens fuyant la guerre dans leur pays. La Turquie a pris fait et cause pour la rébellion syrienne opposée au régime du président Bachar Al Assad.

NÉPAL Les sherpas ne monteront plus à l'Everest cette année

Les guides népalais ont annoncé, hier, qu'ils avaient décidé de quitter le camp de base de l'Everest et de mettre fin à leur saison, en hommage à leurs 13 collègues tués vendredi dernier dans une avalanche. « La décision des sherpas est unanime », a dit l'un d'eux depuis le camp de base. Au lendemain de ce dramatique accident, les guides népalais demandent au gouvernement un soutien financier pour les familles des victimes (8 000 €) et une amélioration de leur assurance en cas d'accident. Les sherpas, du nom d'un groupe ethnique connu pour son aptitude aux métiers de la montagne, demandent aussi la prise en charge des soins des blessés.

CORÉE Plus de 100 morts et 200 disparus dans le naufrage du ferry

Le naufrage d'un ferry au large de la Corée, le 16 avril, a fait plus de cent morts. Ce bilan devrait tripler, alors que les plongeurs s'activent à retrouver 200 disparus, en majorité des lycéens, probablement noyés à l'intérieur du bâtiment. Selon le dernier bilan officiel, 108 personnes sont mortes et 194 toujours portées disparues. Le bateau transportait 476 personnes.

ÉTATS-UNIS La justice ordonne la publication du mémo sur les attaques de drones

Une cour d'appel de New York a ordonné à l'administration Obama de rendre en grande partie public son mémorandum justifiant les attaques de drones contre des suspects de terrorisme, y compris des citoyens américains. Dans un arrêt de 56 pages, la cour donne raison au *New York Times*, qui réclame ces informations au nom de la loi américaine sur la liberté de la presse.

SOMALIE Deux députés assassinés par les insurgés islamistes en 48 heures

Un député somalien a été tué, hier, à Mogadiscio, a annoncé la police. En deux jours, deux parlementaires ont été assassinés dans la capitale somalienne. Abdiiaziz Isak Mursal a été tué près de son domicile par deux hommes qui ont pris la fuite. Les insurgés islamistes chebabs ont revendiqué le meurtre, comme ils avaient déjà endossé la responsabilité de l'attentat à la bombe qui a tué lundi un autre député, Isak Mohamed Ali, et blessé son collègue Mohamed Abdi. Les chebabs avaient menacé fin septembre 2012, après un premier assassinat, de « tuer un par un » tous les députés somaliens de la nouvelle Chambre, désignée le mois précédent.

EXPLICATION

Barack Obama en tournée chez ses alliés asiatiques

Le président américain commence aujourd'hui une tournée en Asie qui le mènera au Japon, en Corée du Sud, en Malaisie et aux Philippines. Il évoquera avec ces alliés des États-Unis les échanges économiques, et les problèmes de sécurité face à la Chine.

Que va faire le président américain en Asie ?

Au cœur d'une période marquée par de fortes tensions géopolitiques, Barack Obama va tenter de rassurer les alliés des Américains en Asie au cours d'une tournée dans une région présentée comme une priorité de son mandat. Le président américain arrivera aujourd'hui au Japon, puis se rendra en Corée du Sud, en Malaisie et aux Philippines.

« Le voyage du président en Asie est une occasion importante pour redire l'attention soutenue que nous

portons à la région Asie-Pacifique », a expliqué la conseillère à la sécurité nationale du président, Susan Rice. « Il y a une demande significative pour que les États-Unis jouent un rôle de leader dans cette région », a-t-elle ajouté. Barack Obama devrait insister sur le souhait des États-Unis de voir les querelles maritimes en cours dans les mers de Chine orientale et de Chine du Sud se régler d'une manière pacifique, en respectant le droit.

En novembre dernier, Pékin avait déclenché un tollé régional en proclamant une zone aérienne d'identification (ZAI) en mer de Chine orientale, dont le tracé incluait les îles Senkaku, administrées par le Japon, mais revendiquées par la Chine sous le nom de Diaoyu. Washington avait condamné ce geste. La Chine est également engagée dans une bataille de souveraineté sur d'autres îles en mer de Chine du Sud, avec les Philippines et le Vietnam.

Quels sont les enjeux économiques ?

Au-delà de la sécurité militaire, de gros enjeux commerciaux seront discutés, notamment au Japon. Barack Obama et le premier ministre Shinzo Abe évoqueront les négociations transpacifiques en cours (le TPP ou Partenariat transpacifique, qui compte au total 12 pays représentant 40 % du PIB mondial).

Si la conclusion du TPP, tant voulue par Washington avant la fin 2013, a été reportée, c'est du fait essentiellement du Japon, qui a résisté aux appels pressants des États-Unis concernant son marché agricole. Sous le couvert de l'anonymat, des responsables américains ont confirmé que les négociateurs américains et japonais travaillaient à rapprocher les points de vue des deux pays sur l'accès aux marchés automobiles et agricoles.

DORIAN MALOVIC

Sur www.la-croix.com

► La marque Nokia va-t-elle disparaître ?

Grandes manœuvres dans la pharmacie

► Le suisse Novartis et le britannique GSK ont échangé certaines de leurs activités.

► Les deux laboratoires ont décidé de travailler conjointement sur les médicaments sans ordonnance.

► Novartis a également annoncé hier la cession d'une partie de ses activités au laboratoire Eli Lilly.

Les Bourses saluaient, hier, les nouvelles en provenance de l'industrie pharmaceutique. En Suisse, l'action de Novartis était en hausse de plus de 2 %, après l'annonce d'une restructuration de son portefeuille d'activités. À Londres, le titre de GlaxoSmithKline (GSK) prenait 5,45 % au son des mêmes annonces.

Novartis a décidé de se concentrer sur ses activités pharmaceutiques, l'ophtalmologie et les médicaments sans ordonnance. Il a signé des accords avec le britannique GlaxoSmithKline et l'américain Eli Lilly. « *Trois compagnies ont décidé de s'échanger des actifs, afin que chacun puisse se spécialiser dans ses points forts et en tire encore plus de profits* », résumait à l'agence Bloomberg Ori Hershkovitz, du Fonds d'investissement Sphera, à Tel-Aviv.

Première manœuvre, Novartis a acheté l'activité oncologie – les médicaments anti-cancer – de GSK pour un montant de 10,7 milliards d'euros. Novartis pourrait verser un montant supplémentaire, en fonction des performances futures en recherche et développement. Cette activité a représenté en 2013 un chiffre d'affaires de 1,2 milliard d'euros chez GSK. Novartis, dont le médicament phare contre le cancer est le Gleevec, pourra ajouter à sa gamme deux médicaments de GSK contre le mélanome récemment autorisés, Tafinlar et Mekinist.

Deuxième mouvement, Novartis et GSK vont créer une entreprise commune dans les produits sans ordonnance, d'automédication. Cette joint-venture devrait représenter des ventes de 7,4 milliards d'euros. Chez Novartis, cela représente des produits comme l'anti-tabac Nicotinell, le fortifiant Dynamisan Forte, le Merfen pour les petites blessures, ou le Voltaren Dolo contre les douleurs dorsales. Chez GSK, l'antalgique Panadol fait partie de ces médicaments en vente libre.

Troisième annonce, Novartis a acheté à GSK son activité vaccins – à l'exception des antigrippaux – pour 5,3 milliards d'euros. Ces trois opérations croisées devraient être bouclées à la fin du premier trimestre 2015. Elles sont liées à l'accord des actionnaires des deux groupes et doivent obtenir le feu vert des autorités de la concurrence.

Côté Novartis, cette restructuration est « *une simplification attendue de longue date du groupe* », estime la banque Vontobel. En 2013, Novartis a réalisé un



Un des sites de Novartis à Bâle en Suisse. L'action du géant pharmaceutique était en hausse de plus de 2 %, après l'annonce d'une restructuration de son portefeuille d'activités.

« Trois compagnies ont décidé de s'échanger des actifs, afin que chacun puisse se spécialiser dans ses points forts et en tire encore plus de profits. »

chiffre d'affaires de 42,9 milliards d'euros et un bénéfice de 6,9 milliards d'euros. Joe Jimenez, directeur général de Novartis, a expliqué que « pour les dix prochaines années, nous avons les armes pour nous battre. Pour cela, il faut être numéro un, deux ou trois dans son segment. C'était un point tellement important que nous avons parlé avec pratiquement tout le monde, dans la profession. »

chiffre d'affaires de 42,9 milliards d'euros et un bénéfice de 6,9 milliards d'euros. Joe Jimenez, directeur général de Novartis, a expliqué que « pour les dix pro-

Côté GSK, les changements sont également d'une grande envergure. Le pharmacien britannique s'assurera une position prééminente en gérant une future structure d'hygiène et de santé constituée avec Novartis. GSK – qui détient les dentifrices Aquafresh ou les produits anti-tabac Nicorette – va prendre le contrôle de marques de Novartis comme l'anti-douleur Voltaren, le médicament contre les maux de tête Excedrin ou celui contre les rhumes et les états grippaux Theraflu.

Ce renforcement dans ces deux domaines clés se fait au détriment de l'oncologie, un secteur très concurrentiel dans lequel GSK n'est pas parvenu à tirer son épingle du jeu. Début avril, GSK

avait été contraint de mettre fin aux essais cliniques de phase III d'un vaccin contre le cancer du poumon sur lequel il misait. Après ces différentes manœuvres, GSK restituera 4 milliards de livres (4,9 milliards d'euros) à ses actionnaires.

« *Les opportunités d'accroître notre taille et de regrouper des actifs de grande qualité dans les vaccins et la santé grand public sont rares. Grâce à cette transaction, nous allons renforcer substantiellement deux de nos divisions clés* », a résumé le directeur général de GSK, Andrew Witty. Concernant l'achat de l'activité vaccins de Novartis, il souligne l'apport du « Bexsero, un nouveau vaccin préventif contre la méningite B enthousiasmant ».

Dernier point, le programme de restructuration de Novartis prévoit la vente des activités santé animale de Novartis à l'américain Eli Lilly pour un montant de 4 milliards d'euros. Cette activité a rapporté en 2013 un chiffre d'affaires de 815 millions d'euros à Novartis. Avec cette acquisition, la branche santé animale d'Eli Lilly, appelée Elanco, va devenir le numéro deux mondial du secteur. La transaction devrait aboutir au premier semestre 2015.

REPÈRES

DEUX AUTRES OPÉRATIONS POSSIBLES

► Le laboratoire pharmaceutique canadien Valeant, associé à l'investisseur américain Bill Ackman, a lancé hier une OPA à plus de 33 milliards d'euros sur Allergan. Ce fabricant californien, connu pour son Botox, commercialise aussi des traitements médicaux

issus du Botox pour le torticolis, l'incontinence, les problèmes oculaires musculaires.

► Pfizer aurait approché AstraZeneca, selon le *Sunday Times*, concernant une offre qui valoriserait le groupe britannique à plus de 73 milliards d'euros. Astra aurait repoussé la proposition et aucune discussion ne serait en cours. L'action AstraZeneca bondissait hier à Londres à la suite de ces informations.

Les villes rivalisent d'investissements pour leurs centres de congrès

► Malgré la crise, le besoin de se réunir continue d'alimenter un tourisme d'affaires aux retombées non négligeables.

► De nombreuses villes investissent dans la modernisation de leurs équipements.

► Les différentes cités tentent de se distinguer en misant sur un positionnement précis, ou en faisant de leurs noms des « marques ».

METZ

De notre correspondante régionale

Entre le Centre Pompidou-Metz et la sortie arrière de la gare, l'espace disponible est bien mince. Quelques bâtiments de la SNCF doivent être démolis, mais qui croirait que, d'ici au début 2018, un centre des congrès y sera élevé, avec un auditorium de 1 200 places, deux halles d'exposition totalisant 4 300 m², 17 salles de commission et une salle de banquet ?

À 1 h 20 de Paris, avec un accès quasiment direct aux quais, jouxtant une institution culturelle de premier plan, l'emplacement vaut bien que l'on pousse un peu les murs.

Pour la ville, l'agglomération et le conseil général, porteurs du projet, l'enjeu est capital : positionner Metz sur la carte des destinations de tourisme d'affaires. « Une convention professionnelle attire des personnes qui ne seraient pas venues », plaide Thierry Jean, adjoint au maire de Metz chargé du développement économique et président de l'agence Metz Métropole développement.

« Nous tablons sur 200 manifestations la première année, dont 35 congrès, avec une dépense de 200 € par jour et par personne, 35 000 nuitées, soit 4 à 5 millions d'euros de retombées, sans compter les articles dans tous les pays concernés quand la dimension est internationale », prévoit Jean-Eudes Rabut, membre de la direction de GL Events, la future société gestionnaire, déjà en charge de 19 autres sites actuellement en France et 20 dans le monde.

À Nancy, un tout nouveau centre des congrès ouvrira également cet été à côté de la gare. Celui de Strasbourg, datant des années 1970, va être complètement restructuré d'ici à 2016, et son parc des expositions de 1926 va être remplacé.

Partout, les grandes et moyennes villes françaises modernisent leurs équipements. France Congrès, l'association des maires de 54 villes concernées, dénombre 2 800 congrès par an au sens strict (rencontres d'associations professionnelles, sociétés

savantes, pouvoirs publics, sans but commercial, dont 70 % dans le secteur médical), soit 1,6 million de participants, dont 350 000 étrangers.

Ils généreraient 1,6 milliard d'euros de retombées, 120 000 emplois, dont 30 000 uniquement pour l'organisation de l'événement, mais sans doute beaucoup plus si l'on y ajoute les très nombreux séminaires d'entreprises et 1 100 foires et salons. L'impact de ces derniers s'élèverait à 5,8 milliards d'euros, et 90 000 emplois, selon l'Union française des métiers de l'événement.

« On se réunit moins longtemps, moins loin et moins nombreux. Les journées d'étude sans hébergement explosent, et on choisit des destinations moins bling bling. Aujourd'hui, Monaco ou Deauville souffrent. »

Ce niveau est très élevé. Selon l'Icca (International congress and convention association), la France serait la 5^e destination au monde pour les congrès internationaux, avec 428 événements en 2011, dont 174 à Paris, la deuxième ville au monde après Vienne. Bordeaux, Lyon, Nice, Toulouse, Montpellier, Marseille, Strasbourg, Cannes, Nancy et Grenoble seraient les dix villes françaises les plus attractives en Europe.

Ce marché en forte croissance jusqu'en 2008 a cependant subi la crise de plein fouet. Depuis, les

entreprises réduiraient ce poste budgétaire, de 8 % en 2008 à 2 % aujourd'hui, selon Marc Watkins, président de Coach Omnium, agence de conseil et d'études pour le tourisme.

« On se réunit moins longtemps, moins loin et moins nombreux. Les journées d'étude sans hébergement explosent, et on choisit des destinations moins bling bling. Aujourd'hui, Monaco ou Deauville souffrent », poursuit-il, autorisant au passage tous les espoirs pour Metz et son image de travailleuse.

« Depuis l'automne, nous observons un certain réamorçage, surtout sur les métropoles accessibles, au tissu économique dense », nuance cependant Bénédicte Ameslant, chargée de mission à France Congrès. La preuve que même les réseaux sociaux et les possibilités de visioconférence n'ont pas remplacé la nécessité de se rencontrer.

Il reste que la concurrence entre villes est de plus en plus rude. Pour se distinguer, elles se mettent en avant comme une marque, à la manière de « Only Lyon », ou « Strasbourg, the eurooptimist » ou misent sur un positionnement précis, comme Nantes et sa démarche de développement durable, ou Toulouse et son savoir-faire dans l'aéronautique.

Le maire de Metz, Dominique Gros, veut croire que « Nancy, douée en médecine, ciblera les manifestations universitaires et scientifiques. » « Notre atout à nous est d'être mieux placés sur les axes de circulation européens, et d'avoir une jauge plus élevée », plaide-t-il.

Mais pour réussir dans la durée, encore faut-il que les congressistes trouvent une offre de restauration, de loisirs ou de transports adaptée à leurs attentes. Un chantier sans doute aussi important que d'élever de beaux écrins.

ÉLISE DESCAMPS

REPÈRES

FRANCE CONGRÈS SE CONVERTIT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

► Depuis 2010, France Congrès, l'Association des maires des villes de congrès, essaie de sensibiliser ses membres à l'écoresponsabilité.

Pour cela, elle a établi une charte « Qualité et développement durable », à laquelle ses membres peuvent souscrire.

► Ce document allie des objectifs de satisfaction du client (fournir une réponse rapide

sur la disponibilité, dresser un devis conforme à ses attentes, assurer un briefing avant la formation et un débriefing après...) et des actions d'ordre écologique (réduire la consommation énergétique, développer le tri sélectif, sensibiliser les intervenants aux bonnes pratiques...).

► L'association décerne elle-même une certification « Qualité et développement durable » à ses membres qui suivent la charte. Selon elle, 24 d'entre eux (sur 54) ont aujourd'hui reçu la certification.

ESSENTIEL

RESTAURATION Les ambitions internationales de Courtepaille

Vincent Quandalle, 50 ans, ancien directeur général délégué de McDonald's France, a été nommé président de la chaîne de restaurants Grill Courtepaille par le conseil de surveillance du groupe. En 2013, la chaîne, qui emploie 4 000 salariés, a réalisé un chiffre d'affaires de 304 millions d'euros. Selon Xavier Marin, président de Fondations Capital, actionnaire majoritaire du groupe, cette nomination doit permettre à Courtepaille d'aller « en dehors de la France, en Europe et en dehors de l'Europe ». Fondée en 1961, Courtepaille compte 253 restaurants en France dont 191 succursales et 62 franchises.

TOURISME

Afflux de vacanciers en Espagne

Une bonne nouvelle pour l'Espagne, encore fragilisée par la crise ! Le pays a accueilli, au premier trimestre de cette année, plus de 10 millions de touristes étrangers, soit 7,2 % de plus qu'il y a un an. L'Espagne est la troisième destination touristique mondiale. Ce secteur a représenté, en 2012, 10,9 % du PIB, et 11,9 % de l'emploi du pays. Les Britanniques sont les plus nombreux parmi les visiteurs, suivis des Français et des Allemands.

ENTREPRISES

2,3 milliards d'euros

C'est ce qu'aurait coûté aux entreprises françaises en 2013 « l'inadéquation » des compétences des salariés par rapport à leur poste, selon une étude du cabinet d'audit PwC pour le réseau social professionnel LinkedIn. Un montant qui englobe le manque de productivité lié au décalage des profils par rapport aux postes, mais aussi, pour la même raison, le surcoût de recrutements plus complexes ou de démissions trop fréquentes.

AVIATION Shandong Airlines commande 50 Boeing 737

Une commande de 50 Boeing 737 a été annoncée hier par la compagnie régionale chinoise Shandong Airlines, dont la flotte actuelle de 74 appareils devraient atteindre 140 avions d'ici à 2020. Le marché chinois est très disputé entre le constructeur américain et son concurrent européen Airbus. Le trafic aérien en Chine devrait en effet être multiplié par cinq au cours des 20 prochaines années, selon des estimations de l'industrie aéronautique. Boeing table sur un triplement de la flotte chinoise d'ici à vingt ans. Le constructeur américain a effectué 143 livraisons l'an dernier, contre 133 pour Airbus.

Face aux chrétiens



Jean-Luc Mélenchon

Coprésident du Parti de gauche

invité des rédactions de La Croix, Radio Notre-Dame, RCF et KTO

JEUDI 24 AVRIL 2014

Émission

« Face aux chrétiens »

17 heures sur RCF | 18 h 15 sur Radio Notre-Dame

20 h 40 sur KTO | vendredi dans La Croix

présentée par Frédéric Mounier

Sur www.la-croix.com

► Le cardinal Bertone critiqué pour son appartement jugé trop grand

ENTRETIEN MGR STEPHAN ACKERMANN, évêque de Trèves, chargé au sein de la Conférence épiscopale allemande de la question des abus sexuels

« Appréhender le problème des abus sexuels dans toutes ses dimensions »

► La Conférence des évêques allemands (DBK) a présenté fin mars un nouveau projet de recherche sur « les abus sexuels de mineurs commis par des prêtres catholiques, des diacres et des membres masculins d'ordres religieux ».

► Mgr Stephan Ackermann, évêque de Trèves, en détaille la philosophie, qui se veut interdisciplinaire et souhaite associer les victimes.

Pourquoi l'Église allemande a-t-elle lancé un projet de recherche sur les abus sexuels ?

Mgr Stephan Ackermann : Cette initiative poursuit trois objectifs. Il s'agit d'abord de rassembler les données pour établir un bilan précis des actes de pédophilie portés à notre connaissance, puis d'examiner le douloureux phénomène des abus sexuels au sein de l'Église de façon différenciée : de combien de cas de pédophilie, au sens strict du terme, parle-t-on ? Quelles autres formes de violence et d'abus sexuels ont eu lieu ? Le deuxième objectif consiste à mieux comprendre les influences systémiques qui ont pu exister au sein de notre institution. Y a-t-il une « dynamique spécifique à l'Église » en matière d'abus sexuels ? Il s'agit d'étudier de façon approfondie les agissements des criminels et le comportement des responsables ecclésiastiques au cours des dernières décennies. Enfin, il faudra faire la synthèse des résultats obtenus, et les comparer à ceux d'études menées aux États-Unis, en Irlande, aux Pays-Bas, et dans les ordres religieux en Allemagne.

Vous avez confié la mission à un consortium d'experts et non à un institut unique. Que doit apporter cette interdisciplinarité ?

Mgr S. A. : Une approche strictement criminologique offre un angle de recherche trop étroit. Une démarche pluridisciplinaire, associant criminologues, psychiatres et psychologues, chercheurs en sciences sociales, doit permettre d'appréhender le problème des abus sexuels dans toutes ses dimensions. En outre, les chercheurs espèrent avoir accès aux dossiers judiciaires d'affaires de pédophilie dans le monde de l'éducation ou de l'enseignement. Par cette démarche comparative, ils entendent découvrir les facteurs spécifiques qui peuvent être à l'œuvre dans certains groupes professionnels et éviter l'écueil qui consisterait à s'intéresser exclusivement aux prêtres.

Pourquoi associer aux travaux des victimes et des représentants de l'Église ?

Mgr S. A. : Ils ne participeront pas au pilotage du projet, mais trouveront leur place au sein d'un conseil consultatif. Il



Mgr Stephan Ackermann. « L'Église pâtit depuis 2010 d'une perte de confiance sans précédent, auprès des fidèles et de la société. »

est essentiel que les victimes soient associées aux travaux. Leur connaissance de la question, née de leur expérience, doit être reconnue. La participation de représentants de l'Église doit aider à cerner d'éventuels facteurs spécifiques à notre institution.

Il s'agit d'une deuxième tentative, après l'échec d'une première collaboration avec l'Institut de criminologie de Basse-Saxe (KFN), en janvier 2013...

Mgr S. A. : J'ai bon espoir que notre coopération sera fructueuse. Nos nouveaux partenaires entendent conduire un travail sérieux et objectif. Nous nous en félicitons.

Nous, les évêques, avons aussi beaucoup appris. A posteriori, je dirais que la Conférence épiscopale comme l'Institut de criminologie de Basse-Saxe avons au départ sous-estimé la complexité du projet, notamment les questions de protection des données et des droits individuels.

Quelles sont, selon vous, les conséquences de ces révélations en série sur des abus sexuels ?

Mgr S. A. : L'Église pâtit depuis 2010 d'une perte de confiance sans précédent, auprès des fidèles et de la société. Nous sentons à quel point le lien est fragile. Les représentants de l'Église se doivent d'être irréprochables. D'un autre côté, la grande

majorité de la classe politique et de la société civile est consciente des efforts faits par l'Église catholique depuis la découverte des cas de maltraitance. Aucun autre groupe professionnel en Allemagne n'a investi autant que nous dans la recherche de la vérité et la prévention.

Quels dispositifs de prévention des abus sexuels et d'aide aux victimes ont été mis en place ?

Mgr S. A. : Nous avons instauré, immédiatement après les révélations sur les abus sexuels, une ligne téléphonique d'urgence et une plate-forme Internet pour les victimes. Elles ont été très utilisées. Nous avons lancé un processus d'indemnisation, dont 1 380 victimes ont déjà bénéficié. Il s'agit d'une démarche unique en Allemagne, qui n'existe dans aucun autre groupement social ou institution. Enfin, la Conférence épiscopale a établi des lignes directrices en matière de prévention, qui sont mises en œuvre simultanément dans les diocèses, les ordres, les institutions et les associations catholiques. Des milliers de salariés et de bénévoles de l'Église ont participé à des programmes de prévention. Chaque diocèse dispose d'un référent en la matière, qui mène notamment des actions de sensibilisation.

RECUEILLI PAR

CAMILLE LE TALLEC (à Berlin)

REPÈRES

- **Début 2010, la direction du collège jésuite Canisius, à Berlin, révèle que des élèves ont été agressés par deux enseignants dans les années 1970-1980.** D'autres abus sexuels sont alors signalés au sein de l'Église allemande. En un an, plus de 180 000 fidèles quittent l'Église outre-Rhin (+ 40 % par rapport à 2009).
- **La Conférence épiscopale met sur pied un vaste plan d'action, prévoyant l'ouverture des archives de ses 27 diocèses à un institut de**

criminologie. Mais la collaboration échoue en 2013, pour cause de divergences sur les conditions de l'étude.

- **Le nouveau projet de recherche doit durer trois ans et demi.** L'équipe, conduite par le professeur Harald Dressing, psychiatre à l'Institut central de santé mentale de Mannheim, compte un autre médecin du même institut, deux criminologues et deux gérontologues de l'université d'Heidelberg, et une femme, professeur au département de criminologie de l'université de Giessen.

Les familles musulmanes veulent protéger leurs valeurs

► La 31^e Rencontre annuelle des musulmans de France s'est déroulée tout le week-end au Bourget (Seine-Saint-Denis) sur le thème de la « famille » et des « valeurs dans une société en mutation ».

« Toutes ces lois de l'année dernière, c'est du grand n'importe quoi. Cela ne va pas aider la société, et même plutôt couper les liens familiaux. Beaucoup de nos connaissances songent à quitter la France. Nous, nous essayons de trouver une école chrétienne pour nos enfants. » Barbe courte, visage encore juvénile et léger accent du Sud, Mourad arrivait tout juste de Cannes avec son épouse et ses trois enfants, pour participer, le week-end dernier, à la 31^e Rencontre annuelle des musulmans de France. Entre les femmes à gauche et les hommes à droite, il a pris place, avec les familles, au centre du chapiteau du parc des expositions du Bourget (Seine-Saint-Denis). Le thème du rassemblement – « Quelles valeurs pour une société en mutation ? L'homme, la famille, le vivre-ensemble » – a été volontairement choisi par l'Union des organisations islamiques de France pour « coller à l'actualité » récente, qu'il s'agisse de la loi sur le « mariage pour tous » ou des expérimentations autour des « ABC de l'égalité ».

Sur tous ces sujets, la plupart des participants ne cachent pas leur inquiétude. Venue de Toulon avec ses deux grands fils, son frère, ses deux sœurs, son cousin et le mari de cette dernière, Lemia avoue être à la recherche d'informations sur ce qu'elle appelle « la théorie du genre ». « Sur Internet, je n'ai pas trouvé de document officiel. J'espère qu'ici, ils nous expliqueront », indique cette infirmière, pour qui « la famille, comme valeur humaine et pas seulement religieuse, est sacrée ». « Je suis ouverte mais je ne veux pas qu'on enseigne n'importe quoi à mes futurs petits-enfants », résume-t-elle. Plus fondamentalement, cette famille qui revendique de pouvoir pratiquer publiquement sa religion, ne comprend pas « cette liberté et cette égalité à deux vitesses ». « On fait une loi pour autoriser les personnes de même sexe à se marier et on refuse à des mamans voilées d'accompagner les sorties scolaires. »

Un peu plus loin, Meriem s'étonne encore du projet de l'école publique dans laquelle est inscrite sa fille en CEL, à Sevrin, de lui donner « tous les lundis » un cours sur... Elle ne sait pas comment traduire le mot en français. Sa fille aînée, âgée de 17 ans, s'en charge : « L'homosexualité, l'orientation sexuelle... ». Or si elle reconnaît bien volontiers ce

droit à ses concitoyens, Meriem juge que ce n'est pas à l'école de « dire ça à nos enfants ». « On s'est mobilisés avec d'autres parents et finalement le cours a été abandonné ».

« Nous n'appuyons pas les "Journées de retrait de l'école" mais nous comprenons l'inquiétude légitime qu'elles révèlent. C'est à nous d'éduquer nos enfants et à personne d'autre ! », a lancé Rachid Laamarti, membre du conseil d'administration de l'UOIF. « Les crispations actuelles résultent du refus de certains de reconnaître qu'il y a une communauté éducative, composée des parents et des enseignants, autour de l'enfant », analysait un enseignant en technologie, Mikhtar Seriket. « Continuez à lutter de manière intelligente », a renchéri la psychologue belge Dominique Thewissen, après avoir rappelé le rôle de la famille musulmane : « Ancrer l'enfant dans la famille des croyants, diffuser le message divin sur la terre, et élever des enfants pieux en leur transmettant les valeurs islamiques. »

« La France a besoin que les musulmans soient des citoyens à part entière et qu'ils se mobilisent sur des questions qui intéressent toute la société. »

Chargé l'an dernier par « La main pour tous » de « mobiliser les Français de confession musulmane », François Le Forestier a rappelé que « l'engagement continue » : « vis-à-vis des candidats aux élections européennes, mais aussi pour évaluer les "ABC de l'égalité" ». « Beaucoup de musulmans sont impliqués autour des questions culturelles », a-t-il noté. La France a besoin qu'ils soient des citoyens à part entière et qu'ils se mobilisent sur des questions qui intéressent toute la société. »

Dans ce contexte, la tranquille indifférence affichée par certains des participants de cette 31^e RAMF n'en était que plus notable. Comme celle d'Amrani, venue de Colombes (Hauts-de-Seine), avec son petit Ayoub, 12 ans. Le « mariage pour tous », « bien sûr », elle est « contre ». Mais elle ne trouve rien à redire à l'école publique où son fils est inscrit et où il s'est « fait plein de copains et copines ». Amani et Hafsa, 15 ans, regrettent elles aussi la permanence de stéréotypes : « Ce qu'on voudrait, c'est qu'hommes et femmes trouvent leur place dans la société. Par exemple, un homme peut rester à la maison et une femme travailler. Mais cela ne doit pas aller jusqu'à gommer les différences entre eux. »

ANNE-BÉNÉDICTE HOFFNER

ESSENTIEL

Le Vatican dément toute « implication personnelle » de Jean-Paul II dans l'affaire Maciel

Les documents qui ont été étudiés lors du procès de canonisation du pape Jean-Paul II ont montré qu'il n'y avait « aucune implication personnelle » de sa part dans le scandale du prêtre mexicain Marcial Maciel, fondateur des Légionnaires du Christ, accusé de pédophilie et convaincu de double vie, a annoncé le Vatican, mardi. Lors d'une conférence de presse, Mgr Slowomir Oder, postulateur de la cause de canonisation, et le P. Federico Lombardi, directeur de la Salle de presse du Saint-Siège,

ont tenu à répondre aux accusations selon lesquelles le pape polonais aurait été au courant du scandale et aurait refusé néanmoins de sévir contre Maciel. Le long soutien de Jean-Paul II à Marcial Maciel, fondateur du mouvement conservateur des Légionnaires du Christ, reçu en audience encore en 2004, alors que le pape polonais était très malade, lui est reproché, à une époque où les accusations de corruption et d'abus sexuels redoublaient contre ce prêtre.

LA PHRASE

« La réalité est que la grande majorité des migrants dans ce pays participe à notre bien-être »

Le cardinal Vincent Nichols, archevêque de Westminster et chef de l'Église catholique au Royaume-Uni, a condamné, dans une interview au *Daily Telegraph*, la campagne de l'extrême droite britannique en vue des élections européennes.

VATICAN

Deux visites canoniques à l'Institut du Christ-Roi

La première, qui porte sur l'Institut, a été confiée à Mgr François Bacqué, nonce émérite originaire de Bordeaux. En France, elle se tiendra en deux temps, à partir de juin pour les diocèses du Sud accueillant l'Institut du Christ-Roi Souverain Prêtre (ICRSP), et à partir de septembre pour les diocèses du Nord. La seconde, qui concerne le séminaire international Saint-Philippe-Néri, est menée par le recteur de l'Institut catholique de Toulouse, le dominicain Luc-Thomas Somme.

BRUNEI Le sultanat reporte l'application de la charia

Le sultanat de Brunei a repoussé l'instauration de la charia, loi islamique dont l'application devait débuter mardi 22 avril. Condamnée par l'ONU et critiquée au sein même de ce petit État riche de l'île de Bornéo, cette application devrait cependant avoir lieu « très bientôt » selon un responsable. Le sultan Hassanal Bolkiah avait annoncé en octobre la promulgation d'un code pénal islamique. Ce nouveau code pénal prévoit l'amputation de membres pour les voleurs, la flagellation pour la consommation d'alcool ou l'avortement, ainsi que la lapidation en cas d'adultère.

Publicité

Et
qui donc
est
Dieu
?

UN NOUVEL ITINÉRAIRE DE CATÉCHÈSE À DÉCOUVRIR !

12 modules pour les enfants de 8 à 11 ans, leur famille et leur catéchiste.



Et le coffret Et qui donc est Dieu ?



En vente en librairies religieuses, en paroisses et en écoles.

Informations et conseils auprès de votre délégué Bayard et sur www.etquidonestdieu.fr

bayard

Sur www.la-croix.com

► Le Pono, une nouvelle écoute de la musique en ligne ► Stromae ouvre le Printemps de Bourges

CINÉMA

● Non !

★ Pourquoi pas

★★ Bon film

★★★ Très bon film

★★★★ Chef-d'œuvre

Les surprises de l'amour

► Liza Azuelos revisite à sa manière l'histoire d'amour interdite entre un homme et une femme follement épris l'un de l'autre, avec Sophie Marceau et François Cluzet, terriblement séduisants.

UNE RENCONTRE★★

de Liza Azuelos

Film français, 1 h 21

Lors d'une soirée de clôture d'un salon du livre en province, Elsa et Pierre, présentés par un ami commun, font connaissance. Quelques boutades échangées, une complicité immédiate, la séduction d'une mèche de cheveux qu'elle replace, la touchante note de tristesse dans ses yeux quand il rit. Ils se plaisent, mais la vie se poursuit. Écrivain, elle accompagne la sortie de son dernier livre, un best-seller, en France et à l'étranger ; elle vit un divorce houleux, a trois enfants adolescents et un jeune amant. Avocat pénaliste, marié depuis quinze ans avec Anne qu'il aime, il a lui aussi trois enfants. Peu après leur retour à Paris, ils se croisent dans une boîte de nuit : il fête avec ses confrères son succès dans une affaire ; elle sort avec ses amies. L'attraction initiale se confirme et se concrétise dans la danse qui autorise la proximité des corps. Mais tous deux ont des certitudes : Pierre aime sa femme et lui est fidèle ; Elsa refuse de s'engager dans une aventure avec un homme marié. Alors tout est simple ? Pas quand la foudre a frappé si fort. « *Je ne sais pas ce qui me fait le plus peur, dit-il : te revoir ou ne jamais te revoir...* »

Pas une semaine sans que ne sorte un film, un livre sur la rencontre amoureuse, la tentation d'un ailleurs et le trio amoureux sur le mode mari-femme-amant/maîtresse. Liza Azuelos renouvelle ce thème éculé et indémodable d'une manière des plus cinématographiques : elle met en images les fantasmes qui traversent Pierre et Elsa, littéralement envoûtés, mais déterminés à ne pas céder à l'attraction qui les ramène l'un vers l'autre. « *Tu es un mirage* », dit Pierre, enclin à voir en



Une rencontre amoureuse et douce-amère entre Sophie Marceau et François Cluzet (de dos) – pour la première fois dans un rôle romantique.

« Je ne sais pas ce qui me fait le plus peur : te revoir ou ne jamais te revoir... »

blime ses acteurs, se fait manifestement plaisir avec une mise en scène débridée où la caméra est capable de n'importe quel travelling. C'est excessif et jubilatoire.

Elsa un miracle. Dans ces visions idéales d'un avenir commun et heureux, la réalisatrice s'amuse des codes de Hollywood, su-

Mais Liza Azuelos excelle aussi dans les scènes de la vie quotidienne, qu'elle restitue avec fraîcheur et naturel. Les enfants qui ne viennent pas quand on les appelle à table, les altercations avec les ados à qui on demande de rendre un service, les agacements de couple pris dans la routine de l'habitude et le stress du travail, mais également les paroles qu'on entonne dans sa voiture à tue-tête, les moments de complicité avec les jeunes enfants, les plaisan-

teries échangées en famille pendant le repas, les tendres réconciliations d'époux qui savent les chemins à emprunter pour se retrouver. Au cœur de cette fête, François Cluzet, pour la première fois dans un rôle romantique, et Sophie Marceau, plus belle que jamais, prêtent leur séduction à cette rencontre joyeuse, sensuelle et douce-amère, qui ne laissera insensible aucun amoureux de l'amour.

CORINNE RENOU-NATIEL

Cour pavée, idées noires

► Pierre Salvadori livre une comédie à l'humour dépressif, portée avec réussite par le duo inattendu que forment Catherine Deneuve et Gustave Kervern.

DANS LA COUR★★

de Pierre Salvadori

Film français, 1 h 37

Après *Hors de prix* en 2006, *De vrais mensonges* en 2010, Pierre Salvadori livre une nouvelle comédie – tendance cafardeuse – portée par Catherine Deneuve et Gustave Kervern. La première incarne Mathilde, jeune retraitée active et pleine de conviction, impliquée dans la vie associative ainsi que dans la gestion de la copropriété où elle vit avec

son mari. Le second, pilier du *Groland* de Canal + devenu réalisateur avec son compère Benoît Delépine (*Aaltra*, *Mammuth...*), se glisse dans le mal-être d'Antoine, musicien à la quarantaine déprimée, qui cherche à laisser ses problèmes derrière lui, les dissout dans quelque paradis artificiel et trouve à s'enterrer loin de tout en acceptant une place de concierge dans l'immeuble de Mathilde.

Ce gros ours inoffensif, à la toute petite voix fatiguée, se prend d'amitié pour la retraitée qui, sous son apparente énergie, n'est pas loin de vaciller elle aussi. Mathilde, excédée, débordée, est de plus en plus obsédée par cette fissure qui progresse sur l'un des murs du salon que son mari, croyant régler tous

les problèmes en même temps, a fait recouvrir de papier peint. Il y a quelque chose de la Princesse au petit pois chez cette sexagénaire angoissée, que l'on sent peu à peu attirée vers la folie, au milieu d'un voisinage lui-même marqué par la démission, la névrose ou la bizarrerie.

Accommodant, accueillant, Antoine s'occupe de l'immeuble à sa manière, s'amuse comme un gamin en passant le jet d'eau dans la cour, héberge un pauvre hère à l'accent russe, nettoie les paliers en plein milieu de la nuit, n'ose pas demander au locataire du premier si les vélos qu'il entasse dans son appartement sont bien des Vélib', et s'autorise lui-même quelques virées dans les jardins

publics, dont il revient les bras chargés de plantes censées égayer la cour...

De tout cela, Pierre Salvadori fait une comédie parfois très drôle, mais qu'on ne s'y trompe pas : dureté de l'existence, solitude et idées noires ne sont jamais loin. Ce mélange comico-dépressif ouvre sur des abysses que Catherine Deneuve et Gustave Kervern rendent vertigineux. Emmené par ce duo d'acteurs à la fois surprenant et joliment assorti, *Dans la cour* offre aussi une galerie de rôles mineurs extravagants, très bien servis par des comédiens tels que Michèle Moretti, Pio Mar-mai, Féodor Atkine, Nicolas Bouchaud ou Oleg Kupchik...

ARNAUD SCHWARTZ

Partage des eaux, enjeux de vie

► Après *Le Temps des grâces*, Dominique Marchais livre une passionnante réflexion sur l'aménagement du territoire dans ce documentaire ayant pour unité géographique le bassin-versant de la Loire.

LA LIGNE DE PARTAGE DES EAUX ★★
de Dominique Marchais
Documentaire français, 1 h 48

En 2009, Dominique Marchais avait fait forte impression avec un premier long métrage documentaire, *Le Temps des grâces*. Cinq ans plus tard, le cinéaste signe *La Ligne de partage des eaux*, intéressant prolongement à ce travail, qu'il présente comme le second volet d'un diptyque.

Passionné par les questions d'aménagement du territoire, par le lien entre passé et futur, entre le lieu et les hommes qui le peuplent, Dominique Marchais s'est longuement demandé quelle était la meilleure échelle d'observation géographique pour mener à bien sa réflexion. Il a fini par s'arrêter sur la notion de bassin-versant – délimité par la ligne de partage des

eaux – et a choisi de tourner son film sur cette terre irriguée, de Limoges à Orléans, des sources discrètes à l'embouchure nantaise, par tous les confluent de la Loire, aussi modestes soient-ils.

L'eau est donc omniprésente dans ce documentaire qui explore aussi bien la question de la dégradation des ruisseaux que celle de l'impact des grandes infrastructures sur le paysage. Il s'intéresse à la conception d'un écoquartier et à son harmonie urbanistique, comme à un grand projet de zone d'activité qui menace de manger encore un peu plus la surface des terres cultivables...

Dominique Marchais
filme avec un sens aigu
du paysage et livre de
magnifiques images.

Au milieu d'œuvres militantes, *La Ligne de partage des eaux* se distingue par une autre dimension politique. Celle de la connaissance large des enjeux, du dialogue, du compromis. Qu'est-ce qui façonne l'endroit où l'on vit ? Pour répondre

à quelle nécessité ? Comment éviter de détruire ? Comment tenter de réparer ? En quoi est-ce important ? Dominique Marchais filme avec un sens aigu du paysage et livre de magnifiques images. Mais il montre aussi ce qu'on voit rarement dans les documentaires : des réunions d'intercommunalité, des débats techniques où la moindre modification de réglementation nécessite la présence de dizaines d'élus, représentants d'organismes officiels ou responsables d'association.

Cette ambitieuse démarche pourrait sembler quelque peu austère au premier abord. Le cinéaste parvient pourtant à la rendre vivante, concrète, grâce à la qualité de ses interlocuteurs et à l'intelligence de la parole qui se déploie. Nombre d'élus locaux, confrontés à de semblables situations, seront heureux de trouver dans ce film un miroir de ce qu'ils vivent au quotidien et des pistes de réflexion. Mais *La Ligne de partage des eaux* s'adresse aussi aux simples citoyens concernés par leur lieu de vie et désireux de comprendre les logiques qui mènent aux décisions.

ARNAUD SCHWARTZ

« Girafada », pour la survie d'une girafe

► Inspiré de faits réels, ce premier film raconte les efforts du vétérinaire d'un zoo de Palestine et de son fils pour sauver une girafe.

GIRAFADA ★★
de Rani Massalha
Film franco-palestinien, 1 h 25

Yacine est le vétérinaire du seul zoo de Palestine, à Qalqilya, près de Naplouse. Il se démène pour soigner ses animaux malgré le manque de moyens. Il partage sa passion avec Ziad, son fils unique, qu'il élève seul. Pour ce garçon un peu solitaire régulièrement en butte à l'hostilité d'autres enfants, le zoo représente un refuge, un havre de paix. Ziad accompagne aussi son père lors de consultations dans les fermes aux alentours, difficiles à atteindre à cause des barrages israéliens où le vétérinaire est fouillé et privé de ses instruments tranchants comme les scalpels...

Parmi les pensionnaires du parc zoologique, Ziad a un coup de cœur pour un couple de girafes, nommées Brownie et Rita. Il les nourrit, les abreuve, les caresse, leur parle. Mais lors d'un raid aérien sur la ville, le mâle, effrayé par le fracas des bombes, se blesse et meurt. Dès

lors, la femelle refuse de s'alimenter. Ziad, habitué à s'imposer de petits défis pour donner plus de poids à ses prières (comme sauter à cloche-pied tout le long d'un trajet), décide d'arrêter lui aussi de manger jusqu'à ce que Rita recouvre la santé. Yacine cherche une solution pour sauver la girafe. Pour elle, mais aussi pour que son fils, terriblement entêté, cesse de jeûner et reprenne une existence normale.

Rani Massalha, né d'un père palestinien et d'une mère égyptienne, signe son premier film avec une histoire inspirée de la réalité. En 2003, lors de la seconde Intifada, une girafe est morte dans le zoo de Qalqilya. De Londres, où il travaillait dans la finance, Rani Massalha a essayé d'obtenir pour le parc animalier une autre girafe, sans y parvenir. À partir de faits avérés (la mort d'une girafe, la grossesse d'une autre, le lien privilégié entre des vétérinaires palestinien et israélien), il a réalisé une fiction tournée dans ce zoo dont les médias ont beaucoup parlé. « *L'événement me semblait une manière originale de mettre en lumière le conflit israélo-palestinien. Je voulais raconter une fable à hauteur d'enfant. Le cinéma me paraissait le meilleur outil pour y parvenir.* »

Pour tous les publics à partir de 8 ans, ce conte, affranchi parfois du désir de vraisemblance, montre le mur qui enserme le zoo, l'omniprésence de l'armée israélienne et les humiliations quotidiennes infligées aux Palestiniens. *Girafada* se révèle également un très joli film, éclairé par de belles scènes sur la force du lien qui unit un père et son fils.

CORINNE RENOU-NATIVEL

LE MOT

Girafe

Directement dérivé du terme arabe *zarafah*, l'animal originaire d'Afrique est désigné dans la nomenclature zoologique comme *Giraffa camelopardalis*, puisque les Anciens pensaient qu'il était issu du croisement entre un chameau et un léopard. Selon Pline l'Ancien, une girafe faisait partie du cortège qui ramena Vercingétorix jusqu'à Rome.

C'est Pierre Belon (1517-1564) qui, en France, en fit la première description scientifique. Mais il faudra attendre 1827 pour que la première girafe vivante fasse son entrée à Paris, offerte au roi Charles X par Méhémet Ali, vice-roi d'Égypte. Son installation au Jardin des Plantes fut un événement considérable, comme le racontait le film *Zarafa* de Rémi Bezançon et Jean-Christophe Lie, sorti en 2012.

ESSENTIEL

Trois nouvelles inculpations dans l'affaire des faux tableaux new-yorkais

Deux frères espagnols, Jose Carlos, 58 ans, et Jesus Angel Bergantinos Diaz de Lugo, 65 ans, arrêtés les 14 et 18 avril dans leur pays, ont été inculpés, lundi à New York dans l'affaire des faux tableaux de Rothko, Pollock, Kooning, Diebenkorn ou Motherwell, vendus entre 1994 et 2009 à deux galeries new-yorkaises. Avec leur complice, Glafira Rosales, qui a déjà plaidé coupable, ils ont écoulé une soixantaine de fausses toiles des expressionnistes abstraits américains pour un montant de 33 millions de dollars en quatorze ans. Les deux galeries, qui ont acheté puis revendu ces œuvres, en ont aussi tiré un profit

considérable. Plusieurs autres personnes ont été inculpées le 4 avril, dont un conservateur du Kunsthaus, le Musée des beaux-arts de Zurich, payé 300 000 dollars par l'une des galeries pour recommander l'œuvre, et un avocat marchand d'art suisse. Quant au peintre faussaire, Pei Shen Qian, un Sino-Américain de 75 ans, également inculpé lundi, il aurait trouvé refuge en Chine. Jose Carlos Bergantinos Diaz l'avait découvert peignant dans une rue de Manhattan et le payait quelques centaines de dollars par toile, puis plusieurs milliers après que l'artiste avait vu dans une galerie le prix d'un de ses faux.

ANNIVERSAIRE Rome fête ses 2 767 ans

Des milliers de personnes, essentiellement des touristes, ont participé, lundi, aux célébrations du 2767^e anniversaire, théorique, de la naissance de Rome. Ces festivités ont été marquées par un grand rassemblement au Cirque Maxime, le champ de courses situé au cœur de la ville antique. Des gladiateurs, des chevaliers et des jeunes filles en tenues d'époque ont fait revivre le passé de la cité dans un grand cortège historique qui a rallié le Colisée. La date du 21 avril correspond au jour où le légendaire Romulus aurait tracé le périmètre initial de la ville, en 753 avant Jésus-Christ.

AGENDA

PARIS

Photographie. L'exposition « Gueule d'Hexagone » est présentée au pavillon Carré de Baudouin. Entre 2010 et 2011, des membres du collectif Argos ont parcouru l'Hexagone afin d'ébaucher un portrait du quotidien des Français à travers les évolutions sociales majeures. Jusqu'au 24 mai. 121, rue de Ménilmontant (20^e). **RENS. :** www.gueuledhexagone.fr

GOSNAY (Pas-de-Calais)

Exposition. Le peintre René Ducourant propose des visites guidées de l'Unité d'art sacré, le 2^e samedi du mois à 11 heures. Investi dans la réalisation de peintures, vitraux et mobiliers pendant seize ans, son œuvre, qu'il a appelée « Les cantiques de Saint-Léger de Gosnay », lui vaut d'être décoré de la médaille du mérite diocésain fin avril et peut être admirée en l'église de Gosnay. Entrée libre et gratuite. **RENS. :** www.unite-art-sacre.fr

Sur la-croix.com

NIGHT MOVES ★★ de Kelly Reichardt. Film américain, 1 h 47.

Récompensé par le grand prix au dernier Festival de Deauville, ce film intense aborde le thème de l'écoterrorisme en s'intéressant avant tout à l'évolution psychologique de ses personnages.



LE CARNET

DÉCÈS

● Le Supérieur général des Missions étrangères de Paris et les confrères de la Société vous font part du décès du **P. Pierre LAURENDEAU** du diocèse d'Angers, missionnaire au Japon, survenu à Nasu le 17 avril 2014, en sa 88^e année. Ses obsèques ont eu lieu mardi 22 avril à 10 h 30, en la cathédrale d'Urawa (Japon). Prions pour lui.

● Le Supérieur provincial d'Europe, les Pères maristes de France, sa sœur et sa famille, la communauté éducative de Sainte-Marie de La Seyne-sur-Mer invitent à partager leur espérance à l'occasion du décès du **P. Jean SÉNÉCLAUZE, mariste**, survenu le 18 avril 2014, à l'âge de 96 ans, après 76 années de vie religieuse. La célébration des obsèques aura lieu le jeudi 24 avril à 10 h 30 à la chapelle des Pères maristes, 74, chemin du Grand-Roule, Sainte-Foy-lès-Lyon (69).

● Violès (Vaucluse). Henri, son époux, Samuel, Yannick et Anne-Sophie, ses enfants, ont la tristesse de vous faire part du décès de **Thérèse COPIER, née Mouquot**, le 11 avril 2014 à l'âge de 67 ans. La cérémonie des obsèques s'est déroulée à Violès, puis elle a été inhumée à Condé-en-Brie (Aisne).

● Ses enfants, Catherine et Jérôme Pequín, Marie-Pascale et Jacques Aujoulat, Nicole et Guillaume Masurel, Marie-Odile et Jean-Laurent Perfettini, et tous ses petits-enfants ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Pierre MICHON,

survenu le 20 avril 2014, dans sa 92^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 25 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Albert-le-Grand, Paris (13^e).

Il sera inhumé le samedi 26 avril, à 10 heures, au cimetière de Loverchy, à Annecy.

La famille remercie toutes les personnes qui l'ont accompagné dans sa fin de vie.

● Le **F. Yves BOILLLOT, IVAR**, nous a quittés au matin du mardi 15 avril 2014. La célébration aura lieu à Saint-Michel des Batignolles, 3, place Saint-Jean, 75017 Paris, Métro La Fourche, le samedi 26 avril à 11 heures. Les fraternités Charles de Foucauld, la famille, l'association Le Pont et ses amis.

Par courrier: 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex.
LA LIGNE: 16,00 € TTC.
La ligne en gras est facturée sur la base de deux lignes.

BLOC-NOTES

CONCOURS Toute la France

Emmaüs organise son premier grand concours de nouvelles à l'occasion du Salon Emmaüs de Paris du 22 juin prochain. Le thème: « Seconde vie », concours ouvert à toute personne inspirée, quel que soit son âge (deux prix, moins de 25 ans et plus de 25 ans). Date limite d'envoi: 1^{er} juin.

RÈGLEMENT DU CONCOURS SUR LE SITE: www.emmaus-france.org

RENCONTRE Rhône

« Viser quelle réussite ? », thème de la 2^e édition du Forum jeunes professionnels, à Lyon du 8 au 11 mai (Collège des Maristes). Cette rencontre nationale s'adresse à tous les jeunes professionnels de 22 à 33 ans, en quête de sens dans leur vie professionnelle. Quatre jours pour échanger avec des professionnels de différentes activités, partager ses joies, ses questions, ses difficultés et nourrir sa foi... Plusieurs conférences sont prévues.

PROGRAMME COMPLET ET INSCRIPTIONS:

www.forumjeunespros.com

NATHALIE JIRA

ANNONCES LÉGALES

75 - PARIS

TRANSFERT DE SIÈGE

COUTURE & CO PARIS
SARL au capital de 15 000 €
Siège social: 89, rue du Commerce,
75015 PARIS
RCS PARIS B 483 449 617

Aux termes du PV de l'AGE du 17/04/2014, il a été décidé de transférer le siège social au 2 bis rue Tiphaine, rez-de-chaussée droite, 75015 PARIS, à compter du 01/05/2014. Modification de l'article « Siège social » des statuts. Mention sera faite au RCS de PARIS.

91 - ESSONNE

MODIFICATION DE CAPITAL

Maître Christophe NOËL
Avocat spécialisé en droit des sociétés
15, rue Pasteur - 89100 SENS

ENOMAX
SAS au capital de 746 500 €
Siège social: 21 de la Marinière Rue
Charles-de-Gaulle, 91070 BONDOUFLE
RCS ÉVRY 499 328 409

Suivant décision du 31/12/2013, l'associée unique a décidé de réduire le capital de 746 500 € à 64 440,19 € par voie de réduction de la valeur nominale des actions, puis de l'augmenter de 135 559,81 euro en numéraire pour être porté à 200 000 €, par élévation de la valeur nominale des actions.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence. Les mentions antérieurement publiées relatives au capital social sont ainsi modifiées:

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Ancienne mention: Le capital social est fixé à sept cent-quarante-six mille cinq cents euros (746 500 €).

Nouvelle mention: Le capital social est fixé à deux cent mille euros (200 000 €).
Pour avis, le Président.

POUR TOUTES VOS ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES

Contact: Média Marketing
au 01 41 38 86 15.

E-mail:
lacroix@mediamarketing.fr

Par arrêté des préfets des départements intéressés, *La Croix* a été désigné comme publicateur officiel pour recevoir, en 2014, dans les départements de Paris (5,49 €), Essonne (5,12 €) et Hauts-de-Seine (5,49 €), toutes les annonces judiciaires et légales, en matière de procédure civile et de commerce, ainsi que les actes de société.

Tarifs H.T. à la ligne définis par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013

PETITES ANNONCES

Culture et spiritualité

Pèlerinages

à l'occasion des ponts 7 mai et Ascension, venez préparer votre pèlerinage sur le chemin de Compostelle. 4J P.C. 200 €, inscrip. et renseignements: nicolas@nicolas.wef

Divers

Travaux

Entreprise Familiale
AAA CIMIANO (Sarl)
à votre service pour tous travaux de:
Peinture - Plomberie - Electricité -
Carrelage - Maçonnerie intérieure -
Salles de bains - Sols - Débaras
Remplacement de fenêtres

Paris et Ile-de-France.
Nombreuses références y compris en
résidences-services et copropriétés.
Délais travaux respectés.
Prix compétitifs.
Devis rapide et gratuit:
M. Cimiano 06.28.56.47.87 ou
01.44.19.66.17
Site: 450.780.638.00094

Echanges et collections

Antiquités

Achetez livres anciens de valeur,
incunables, livres à planches,
Atlas anciens, manuscrits, dessins
gravures, livres illustrés par DAI,
CHAGALL, MIRO, PICASSO,
VAN DONGEN, ZAO WOUK,
OHU, TEH CHUN etc.
Tous livres sur la Chine
la Corée d'orient.

Saril Hoppent 06.80.06.54.24
hubert.hoppent@orange.fr

**Vous désirez vendre,
acheter ou louer
votre maison ou votre
appartement. Pensez
aux petites annonces
de LA CROIX**

Bayard Publipub: 38 rue Barbès
92128 Montrouge Cedex

01.74.31.16.18

Vous êtes un professionnel ?
Appelez Dominique Hieaux
Tel: 01.74.31.64.58
dominique.hieaux@bayard-pub.com

OÙ ACHETER LA CROIX ?

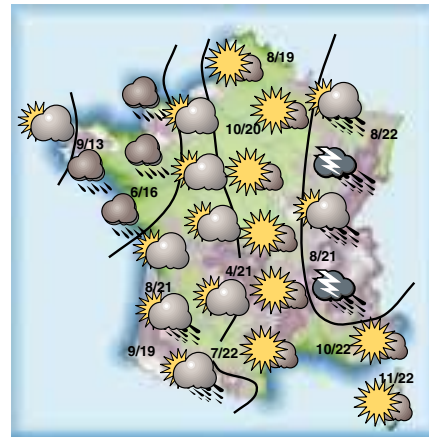
Retrouvez la liste de nos points de vente sur

services.la-croix.com/points-de-vente

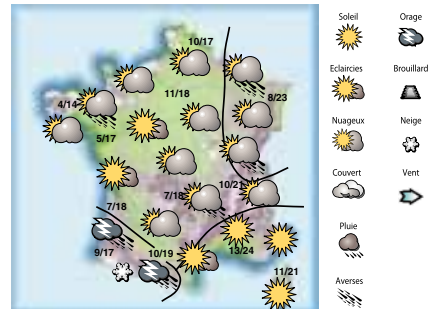
MÉTÉO

Mercredi

METEO FRANCE
Toujours un temps d'avance



Jeudi



MOTS CROISÉS

PROBLÈME 5848 D'ARTHUR GARY

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement. – I. Qui ressemblent à un homme fort. – II. Sans fin. Lac des Pyrénées. – III. Certains fonctionnaient au gaz. Défaite. – IV. Saison des vacances. Il n'a pas connu de relations intimes. – V. Comptes rendus. – VI. Sélectionnée. – VII. Palmier à huile. On ne les voit plus paître en Europe. – VIII. Temps fort pour l'occupation des grèves. Moment de répit. – IX. Ville du Nevada. Un peu de matière. – X. Affaissements.

Verticalement. – 1. Accueillant chez soi. – 2. Écima. Patron en Manche. – 3. À l'opposé des émetteurs. – 4. Son cordon est difficile à franchir. Attrapâtes. – 5. Avant lui, c'est nul. Chiches, parfois. Négation. – 6. Fait lever la pâte. Personnage de roman américain. – 7. Il participe au scrutin. – 8. Possessif. On sait résoudre ses calculs. – 9. Enregistra. Un pieux. – 10. Titre de religieuse. Ce qui tombe sous lui est évident.

SOLUTIONS DU N°5847 D'ARTHUR GARY

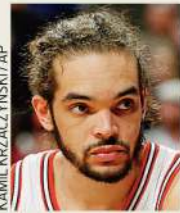
Horizontalement. – I. INCAPABLES. – II. NEO. ILEONS. – III. DUMAS. ETC. – IV. ERMITES. E.V. – V. LOUXOR. ENA. – VI. INN. NEONS. – VII. CE. PSITT. – VIII. ASIE. NIEES. – IX. GRATTERA. – X. SINISSE. G.I.

Verticalement. – 1. INDELICATS. – 2. NEURONES. – 3. COMMUN. IGN. – 4. AIX. PERI. – 5. PISTONS. AS. – 6. A.L. EREINTE. – 7. BEES. OTITE. – 8. LOT. ENTEE. – 9. ENCENS. ERG. – 10. S.S. VA. OSAI.

Certains abonnés trouveront dans ce numéro un encart « La Procure ».

ESSENTIEL

BASKET Joakim Noah meilleur défenseur américain de l'année



Joakim Noah a été élu par 125 journalistes spécialisés meilleur défenseur de la saison NBA. À 29 ans, le fils aîné du vainqueur de Roland-Garros 1983 est devenu le premier Français à remporter cette distinction qui le rapproche de Michael Jordan, son célèbre prédécesseur à ce poste dans le club des Chicago Bulls. En 2007, un autre Français, Tony Parker, avait aussi été élu meilleur joueur, mais seulement pour la période des phases finales du championnat américain.

FOOTBALL L'entraîneur de Manchester remercié

Dix mois après avoir remplacé le célèbre Alex Ferguson à la tête de Manchester United, David Moyes a été débarqué hier par le club mancunien, qui vit une de ses pires saisons. Tenant du titre de champion d'Angleterre, une couronne qu'il a déjà abandonnée, Manchester pourrait ne pas disputer de Coupe d'Europe, ce qui n'était pas arrivé depuis 1990.

MARATHON Un Américain vainqueur à Boston

Pour la première fois depuis 1983, le plus vieux marathon annuel du monde a été remporté cette année par un Américain, Meb Keflezigi. La course, endeuillée l'an dernier par un attentat, a accueilli lundi 36 000 participants, soit 9 000 de plus que d'habitude.

Les coureurs de « classiques », une caste à part

La Flèche wallonne, la deuxième classique ardennaise de la saison cycliste après l'Amstel Gold Race et avant Liège-Bastogne-Liège, se dispute aujourd'hui en Belgique.

Au cours de ces classiques, courses d'un jour très prestigieuses de 250 km et plus, s'illustrent des coureurs spécialisés dans ce type d'épreuves.

La France attend un succès d'un de ses coureurs dans une grande classique depuis 1997. Cette année-là, Frédéric Guesdon avait triomphé à Paris-Roubaix et Laurent Jalabert s'était imposé sur la Flèche wallonne et le Tour de Lombardie. Depuis, aucun Tricolore n'a levé les bras sur la ligne d'arrivée d'une de ces prestigieuses courses d'un jour qui font partie du patrimoine du cyclisme - Paris-Roubaix est né en 1896. Milan-San Remo, le Tour des Flandres ou encore Liège-Bastogne-Liège sont des épreuves qui nécessitent des aptitudes particulières, différentes de celles des coureurs de grands Tours comme la « Grande Boucle ». Ces routes appartiennent le plus souvent à des spécialistes qui y consacrent leur saison.

« Les coureurs de classiques se signalent d'abord par leur force mentale, souligne Gilbert Duclos-Lassalle, vainqueur de Paris-Roubaix à deux reprises (1992 et 1993). Lors d'une course à étapes, on peut se rattraper les jours suivants alors que sur les classiques, on n'a pas le droit à l'erreur. Il faut savoir frotter, garder sa place sur la route, sans bénéficier de la protection de toute une équipe. » Les cadors des classiques, à l'image des Belges Philippe Gilbert,



YUZURU SUNADA/BELGA/AFIP

Le Belge Philippe Gilbert est le grand favori de la Flèche wallonne.

grand favori de la Flèche wallonne aujourd'hui (1), et Tom Boonen, vainqueur de quatre Paris-Roubaix et trois Tour des Flandres, ou du Suisse Fabian Cancellara (trois Paris-Roubaix et trois Tour des Flandres), n'ont pas les qualités physiques pour remporter un grand Tour. En re-

vanche, ces durs au mal possèdent le sens tactique et la puissance pour régner sur des courses d'un jour qui dépassent souvent les 250 km. Sur le Tour de France, on peut les retrouver en tant que « capitaines de route » pour encadrer leur équipe. À l'inverse, les meilleurs de la

Grande Boucle peuvent parfois s'illustrer dans les classiques. « S'ils se préparent, ils peuvent les remporter, explique Gilbert Duclos-Lassalle. Christopher Froome a le profil pour remporter le Tour des Flandres. Mais ils font souvent l'impasse pour ne pas hypothéquer leurs chances sur le Tour de France. En outre, les coureurs ont tendance à se spécialiser de plus en plus. »

« En Belgique, et aux Pays-Bas, les coureurs sont effondrés s'ils ne participent pas aux classiques flamandaises. »

Les coureurs de classiques portent un amour profond à ces épreuves qui ont souvent bercé leur enfance. « Ils sont passionnés et vibrent pour ces courses, explique Frédéric Moncassin, habitué des places d'honneur durant sa carrière, qui a évolué plusieurs saisons dans une équipe néerlandaise. Aux Pays-Bas et en Belgique, les coureurs sont effondrés s'ils ne participent pas aux classiques flamandaises. C'est le but de leur carrière. »

La France, dont la culture de ces courses n'est pas aussi ancrée, attend beaucoup d'Arnaud Démare, surtout dans les Flandres. À seulement 22 ans, le Picard, 12^e et premier Français du dernier Paris-Roubaix, impressionne les observateurs. Frédéric Moncassin croit en lui pour prendre la relève : « Avec ses qualités de sprinteur, il sait se placer, il possède un beau gabarit et en plus il tient les longues distances. »

ARNAUD BEVILACQUA

(1) À partir de 14 h 55 sur France 3.

SEANCE du mardi 22 avril Cours en clôture

CAC 40

4 484,21 points
Séance +1,18%
Sur un an +22,78%



INDICES

	Dernier	% Var.
SBF120	3 502,88	+1,18
SBF250	3 430,40	+1,18
CAC NEXT 20	9 550,36	+1,26
CAC MID 60	9 559,99	+1,13
CAC SMALL	8 611,43	+0,93

Places étrangères

	Dernier	% Var.
Dow Jones (New York)	16 543,65	+0,57
Nasdaq (New York)	4 161,40	+0,97
Nikkei (Tokyo)	14 388,77	-0,85
EuroStoxx 50	3 199,96	+1,40
FT 100(Londres)	6 681,76	+0,85

MONNAIES

	Dernier	% Var.
Etats Unis EUR/USD	1,3817	+0,17
Gde-Bret. EUR/GBP	0,8205	-0,11
Suisse EUR/CHF	1,2214	+0,06
Japon EUR/JPY	141,6900	+0,10

MATIERES PREMIERES

	Dernier
Lingot 1 KG Env.	29 680,00
Piece 10 Dot USA	494,00
Piece 10 Florins	183,00
Piece 20 Dollars	958,00
Piece 20F	180,00
Piece Suisse 20F	178,00
Piece Latine 20F	175,80
Souverain	220,30

Pétrole

Le baril à Londres	109,37 \$
Le baril à New York	102,69 \$

	Dernier	%Var.	%31/12		Dernier	%Var.	%31/12
Accor	36,03	+1,85	+5,04	Club Mediterranee	18,59	+0,05	+6,84
Adp	90,68	+1,61	+9,92	Credit Agricole	11,56	+1,63	+24,23
Air France -klm	11,37	+3,36	+49,88	Danone	52,52	-0,36	+0,38
Air Liquide	100,7	+1,99	-2,04	Dassault Syst.	88,45	+2,29	-1,97
Airbus Group	51,37	+0,08	-7,96	Derichbourg	2,825	+0,18	+16,88
Alcatel-lucent	2,836	+0,57	-12,95	Dexia	0,042	-	+5,00
Alstom	23,375	+3,50	-11,71	Edenred	24,33	+2,46	-
Altran	37,71	+0,77	+14,27	Edf	28,945	-0,19	+12,69
Altran Techn.	8,23	+1,66	+29,12	Eiffage	54,06	+0,54	+29,18
ArcelorMittal	11,85	+1,20	-8,64	Eramet	96,76	+4,04	+37,66
Areva	17,805	+3,52	-6,29	Essilor Intl.	73,83	+2,39	-4,46
Arkema	78,9	+2,99	-6,95	Euler Hermes	87,04	+0,07	-13,05
Artprice Com	17,35	+2,00	+19,82	Eurazeo	62,91	-0,32	+10,41
Atos	61,65	+1,90	-6,29	Eurofins Scient.	209,1	+3,57	+6,41
Axa	18,91	+2,35	-6,43	Eurotunnel	9,397	+1,16	+23,00
Bic	97,1	+1,15	+9,03	Eutelsat	24,515	+0,16	+16,16
Biomerieux	77,53	+1,19	+1,65	Faiveley	57,33	-0,03	+9,37
Bnp Paribas Act.a	55,67	+2,17	-1,73	Faurecia	32,11	+1,79	+15,90
Bolloré	451,45	+1,13	+5,81	Fonc.des Regions	71,61	+1,42	+14,12
Bourbon	23,98	+0,50	+19,90	Gdf Suez	19,995	+0,28	+16,96
Bouygues	29,625	+0,56	+8,04	Gecina Nom.	101,05	+1,06	+2,44
Bull	3,59	-0,28	+16,56	Gemalto	85,23	+0,76	+5,52
Bureau Veritas	22,09	-0,32	+3,98	Groupe Fnac	36,68	+3,67	+53,86
C.n.p.	16,05	+2,16	+7,72	Havas	5,635	+0,63	-5,83
Cap Gemini	52,59	+2,02	+7,04	Hermes Intl	254,35	-0,51	-3,47
Carrefour	29,2	+1,34	+1,35	Icade	75,55	+0,61	+11,64
Casino Guichard	89,6	+0,64	+6,96	liad	192,3	-0,52	+29,15
Cfao	36,83	-0,73	-	Imerys	62,12	+0,96	-1,72
Cgg	11,785	+2,48	-6,32	Ingenico	62,17	-0,62	+6,67
Ciments Francais	80,09	+0,60	+44,85	Ipsen	30,85	+4,58	-10,23
				Ipsos	29,53	+1,22	-5,11
				Jc Decaux Sa.	30,51	+1,72	+1,80
				Kering	149,7	+0,03	-2,57
				Klepierre	32,495	+1,55	-3,53
				L'oreal	122,2	+0,70	-4,31
				Lafarge	66,73	+1,32	+22,51
				Lagardere S.c.a.	29,72	+1,28	+9,99
				Legrand	46,225	+1,62	+15,39
				Lvmh	143,1	+0,28	+7,92
				Mareil Et Prom	12,305	-	+1,23
				Mercialis	16,305	+1,43	+6,92
				Metropole Tv	15,725	+2,04	-5,56
				Neopost	93,68	+2,49	-21,27
				Natixis	5,272	+0,46	+23,35
				Nexans	57,91	+0,33	+3,37
				Nexity	39,05	+0,33	+6,04
				Orange	33,23	+1,89	+21,23
				Orpea	11,125	+1,74	+23,61
				Pernod Ricard	48,31	+1,47	+14,37
				Peugeot	85,94	+0,34	+3,78
				Plastic Omnium	13,62	+2,44	+44,31
				Publicis Groupe Sa	26,2	-0,85	+29,06
				Remy Cointreau	63,44	-0,70	-4,62
				Renault	60,59	-0,46	-0,66
				Rexel	75,43	+2,81	+29,05
				Rubis	18,68	+0,38	-2,07
				Safran	51,8	+1,53	+12,52
				Saft	49,78	+0,24	-1,45
				Saint Gobain	25	+0,44	-
				Sanofi	44,43	+0,75	+11,14
				Schneider Electric	77,13	+2,19	+0,01
				Scor Se	66	+0,33	+4,10
				Ses	26,02	+1,86	-2,05
				Silic	65,8	+0,78	+0,15
				Societe Generale	26,32	+1,45	+11,86
				Sodexo	81,98	+2,19	-6,84
				Soitec	44,025	+1,92	+4,28
				Solocal Group	79	-0,03	+7,28
				Solvay	1,88	-0,53	+32,39
				Steria	1,61	+5,23	+46,36
				Suez Env.	115,5	+2,44	+0,43
				Technicolor	20,26	+3,05	+41,98
				Technip	14,7	+0,55	+12,86
				Teleperformance	5,35	+1,58	+38,96
				Thales	77,24	+1,05	+10,56
				Total	42,39	+0,76	-4,30
				Unibail-rodamco	13,075	+3,12	-6,67
				Valeo	45,845	+0,04	-2,04
				Vallourec	49,745	+0,94	+11,71
				Veolia Environ.	12,82	+2,23	+24,71
				Vicat	14,685	+0,98	+5,11
				Vinci	61,34	+0,20	+13,59
				Virbac	54,65	+1,02	+14,52
				Vivendi	168,45	+1,02	+8,47
				Wendel	20,165	+0,10	+5,27
				Zodiac Aerospace	108	+0,47	+1,93
					25,115	+1,60	-2,47

SÉLECTION
RADIO

France Musique

13.40 Les joueurs de quarts; **14.00** Le concert de l'après-midi; **16.00** Horizons chimériques; **17.00** Changez de disque!; **18.00** Open jazz; **19.00** Journal; **19.10** Les traverses du temps; **20.00** Le Tour d'érou, de Benjamin Britten. Opéra en deux actes avec prologue, sur un livret de Myfanwy Piper, d'après Henry James; **22.30** Couleurs du monde; **0.00** Des nuits noires de monde.

DEMAIN MATIN

7.00 Journal; **7.10** La matinale (1^{re} partie).

France Culture

11.50 La vie moderne; **12.00** La grande table; **12.30** Journal; **12.55** La grande table; **13.30** Les pieds sur terre; **14.00** Planète Terre; **15.00** Rue des écoles; **15.30** Le temps buissonnier; **16.00** Pas la peine de crier; **17.00** Sur les docks; **18.00** Journal; **18.20** Du grain à moudre; **19.00** Le rendez-vous; **20.00** À voix nue; **20.30** Le feuilleton; **21.00** La dispute; **22.00** Journal; **22.15** Hors-champs; **23.00** L'atelier de la création; **0.00** Du jour au lendemain.

DEMAIN MATIN

7.00 Journal; **7.15** Les matins; **8.00** Journal.

RCF*

13.30 Contre courant; **15.15** Halte spirituelle; **15.30** Le chapelet de Lourdes; **16.00** La saga de la Bible; **16.30** Oh Happy Day!; **17.05** Visages; **22.00** Témoins.

DEMAIN MATIN

9.30 Émission spéciale; **13.30** Repères.
* Fréquences : 04.72.38.20.22

Radio Notre-Dame

15.30 Chapelet en direct de Lourdes; **16.05** Les grandes heures de la musique sacrée; **17.05** Le grand témoin; **17.50** En marche vers dimanche; **18.00** Journal de Radio Vatican; **18.15** Matière à penser; **19.10** Magazine de la rédaction française de Radio Vatican; **19.30** Écrans et toiles; **20.00** Ecclesia magazine; **20.30** Parole d'évêque; **20.45** En marche vers dimanche; **21.00** Aux rendez-vous de l'Histoire; **21.30** À l'école de la prière; **21.45** Foi et psychologie; **21.55** Chronique habitat et humanisme; **22.00** Écoute dans la nuit.

DEMAIN MATIN

14.30 Mille questions à la foi; **14.45** Messe pour les malades; **15.30** Chapelet en direct de Lourdes.

Radio Vatican

16.00 Flash; **18.00** Journal; **21.30** Magazine.

LE CHOIX DE LA CROIX

Le malaise de l'Eglise au Rwanda

● **Rwanda : des prêtres accusés**
À 23 H 20 SUR FRANCE 3

D'avril à juillet 1994, près de 800 000 Tutsis étaient massacrés au Rwanda. Parmi les 400 prêtres que comptait l'Eglise rwandaise à l'époque, une centaine auraient été impliqués de près ou de loin, dans le génocide. Trois d'entre eux, deux Rwandais et un Français, ont été condamnés à perpétuité par contumace

par la justice de Kigali : le P. Wenceslas Munyeshyaka, ancien curé de la Sainte-Famille à Kigali, aujourd'hui prêtre dans l'Eure; le P. Gabriel Maindron, Père Blanc dans l'ouest du Rwanda, membre du parti extrémiste hutu CDR, aujourd'hui en Vendée; et Martin Kaballira, aumônier militaire au Rwanda devenu animateur dans un club informatique en région parisienne (La Croix du 15 avril

2014). Ce sont ces trois hommes, réfugiés en France et accueillis pour deux d'entre eux dans une paroisse – le troisième a quitté le ministère – que l'équipe de « Pièces à conviction » a retrouvé. Dans un documentaire nourri de témoignages de rescapés, de vidéos et de documents d'archives, Mathieu Sarfati et Jean-Pascal Bublex tentent de retracer leur implication dans le génocide et les réseaux d'Eglise dont ils ont bénéficié.

► **Notre avis** : ce documentaire répond à une thèse énoncée dès les premières secondes – les massacres ont

été attisés par une Eglise rwandaise qui avait choisi son camp, et les prêtres accusés d'être génocidaires ont été protégés par l'Eglise, jusqu'en France. Au-delà de ce constat, appuyé par l'embarras manifeste des responsables d'Eglise interrogés, le film n'explique pas suffisamment que l'attitude de l'Eglise de France reste suspendue aux décisions de la justice française. On regrette aussi que les événements soient relus exclusivement à travers le prisme du directeur de la rédaction de *Golias*.

CÉLINE HOYEAU

FIDÈLE AU POSTE

PAR ROBERT
MIGLIORINI



À croquer

Désormais tout se mesure et se comptabilise. Voilà que les fêtes de Pâques sont aussi un rendez-vous attendu des Français avec... le chocolat. Le sujet ne pouvait manquer d'intéresser les télés en mal de marronniers de saison.

Mercredi, l'enquête d'actualité hebdomadaire de D8 estimait que le Français moyen en dégusterait 1,500 kg le seul week-end pascal. En tablettes, en forme de poules, d'œufs, de cloches, de lapins et autres figurines à croquer. Toute cette production s'expose dans les rayons des supermarchés et derrière les vitrines pour le plus grand plaisir des petits et des grands. Sans trop de modération, semble-t-il. Nous serions même devenus de sacrés gourmands au fil des ans. De quoi mobiliser plus d'un artisan et d'une industrie, qui réaliseraient à Pâques près de 30 % de leur chiffre d'affaires. Et

« Nous serions même devenus de sacrés gourmands au fil des ans. »

Dans le journal de France 2, samedi, il était question de 390 000 tonnes de chocolat « englouti » en 2013 par nos concitoyens. Derrière ces quelques chiffres c'est toute une filière qu'il s'est agi de revisiter. Comme ce dimanche, sur France 5, où Sabine Paccini a exploré les coulisses du troisième plus important marché au monde après le pétrole et le café. De l'artisan à l'industriel. Sur D8 on a parlé de « gros business et petits secrets ». Sur France 5, place au chocolat « poule aux œufs d'or ». Pas la peine de faire un dessin sur les enjeux, les recettes et parallèlement le manque de transparence de la filière qui s'est constaté dans ce magazine bien mené. Un petit voyage dans les plantations de Côte d'Ivoire, principal pays producteur de fèves de cacao, n'a pas été inutile. La demande mondiale, elle, augmente. Les cours sont sous tension. De nouveaux continents comme l'Asie rejoignent les traditionnels accros. Aujourd'hui France Ô revient sur le sujet, sous le titre : « Le goût amer du chocolat ».

TF1

6.00 Bob l'éponge : « Une nouvelle vie »; « Gare à Gary »; **6.30** TFou; **11.10** Au nom de la vérité; **11.40** Mon histoire vraie; **12.00** Les douze coups de midi; **13.00** Journal; **13.55** Joséphine, ange gardien : « La vérité en face ». Avec Mimie Mathy, François Caron; **15.35** Nos chers voisins; **17.00** Quatre mariages pour une lune de miel; **18.00** Bienvenue chez nous; **19.00** Money Drop; **20.00** Journal; **20.45** C'est Canteloup.

● **20.55 Grey's Anatomy**. 10 Série américaine : « Tout ce qu'on a perdu » (1/24). Avec Ellen Pompeo. Les médecins du Seattle Grace sont toujours bouleversés par l'accident d'avion. D'autant qu'ils s'apprentent à débrancher l'assistance respiratoire de Mark; « Souviens-toi » (2/24); « Les compromis de la vie » (3/24); **23.25** Revenge : « Destins croisés »; « Résurrection »; « La conférence de presse »; **1.55** 50mn Inside.

DEMAIN MATIN

6.30 TFou; **8.30** Téléshopping.

ARTE

12.30 Arte journal; **12.40** Imaginez!; **12.50** 360°-GEO : « Les moines blancs de L'Oelenberg »; **13.30** Le ciel peut attendre. Comédie de Warren Beatty, Buck Henry; **15.10** Médecines d'ailleurs : « Ouganda, la vie au bout des doigts »; **15.35** Les merveilles de la nature; **16.20** Rivalité maritime entre Angleterre et Pays-Bas; **17.20** X:enius; **17.45** Villages de France; **18.15** L'Allemagne au fil de l'eau; **19.00** L'Italie par la côte; **19.45** Arte journal; **20.05** 28 minutes.

● **20.50 Vincent, François, Paul et les autres**. Comédie dramatique franco-italienne (1974), en 16/9 de Claude Sautet, avec Serge Reggiani (1 h 50). Quelques copains, en pleine crise existentielle de la quarantaine, font le point sur leur vie passée et leurs échecs amoureux et professionnels. **22.40** Nelson Mandela et moi. Documentaire de Khalo Matabane; **0.10** Photographes contre l'apartheid : « Le Bang Bang Club ». Documentaire.

DEMAIN MATIN

6.55 Des rhinocéros pour le Serengeti.

CANAL+

CRYPTÉ : **20.45** Football : Real Madrid (Esp) / Bayern Munich (All). Ligue des champions. Demi-finale aller. En direct; **22.50** Looking for Rio, documentaire.

DEMAIN MATIN

CRYPTÉ : **8.15** Les Simpson; **8.40** À cœur ouvert, drame français (2012), de Marion Laine, avec Juliette Binoche (1 h 25). 10

FRANCE 2

6.00 Les Z'amours; **6.35** Télématin; **9.10** Des jours et des vies; **9.30** Amour, gloire et beauté; **9.55** C'est au programme; **11.00** Motus; **11.30** Les Z'amours; **12.00** Tout le monde veut prendre sa place; **13.00** Journal; **13.50** Consomag; **14.00** Toute une histoire; **15.50** Comment ça va bien!; **17.05** Dans la peau d'un chef; **17.55** On n'demande qu'à en rire. Présenté par Bruno Guillon; **18.55** N'oubliez pas les paroles; **20.00** Journal.

● **20.45 Des frères et des sœurs**. Téléfilm sentimental français (2014), en 16/9 d'Anne Giafferi, avec Pascale Arbillot (1 h 30). Quatre frères et sœurs, en deuil après le décès inopiné de leur père, tentent de maintenir le lien qui les unit, entre fâcheries et réconciliations. **22.20** La parenthèse inattendue. Magazine présenté par Frédéric Lopez. Invités : Axel Kahn, Yvan Le Bolloc'h, Catherine Allégret; **0.40** Grand public.

DEMAIN MATIN

6.35 Télématin; **9.10** Des jours et des vies.

FRANCE 5

6.45 Zouzous; **8.55** Les maternelles; **10.00** Allô Rufo; **10.15** Zoo nursery Berlin; **10.50** Les lionnes blanches de Timbavati : « L'âge adulte »; **11.45** La quotidienne; **13.00** Terre des mondes : « Portugal »; **13.40** Le magazine de la santé; **14.35** Allô, docteurs!; **15.10** Zoo nursery Berlin; **15.40** Saveurs d'Asie : « Taïwan »; **16.35** Arabie sauvage : « Le Dhofar, entre ciel et mer »; **17.30** C à dire?!; **17.45** C dans l'air; **19.00** C à vous; **20.15** Entrée libre.

● **20.40 La maison France 5**. Magazine. Présenté par Stéphane Thebaut. Inspirer : Le salon du meuble de Milan. Informer : Le viager. Choisir : Le mobilier de salle de bains. Rêver : Un appartement décoré par Yves Gastou. Changer : Transférer un bureau et des rangements dans une pièce de vie. **21.40** Silence, ça pousse! Magazine; **22.35** C dans l'air; **23.45** Entrée libre; **0.05** En toute sécurité. Documentaire de Bruno Evenou.

DEMAIN MATIN

6.45 Zouzous; **8.55** Les maternelles; **10.00** Allô Rufo.

KTO

17.45 Vêpres; **18.10** Un cœur qui écoute; **18.40** Hors Série; **19.30** Rwanda : les enfants des rues de Kigali; **19.40** Santo Subito : Vox ecclesiae; **20.10** Vêpres; **20.40** Jean XXIII, le pape du peuple, téléfilm historique (2/2) italien (2002), de Giorgio Capitani (1 h 30); **22.20** Eglises du monde.

DEMAIN MATIN

7.50 La foi prise au mot.

ET AUSSI...

TMC 20.55 Hercule Poirot : Poirot joue le jeu téléfilm policier britannique (2013), en 16/9 de Tom Vaughan, avec David Suchet (1 h 45). **D8 20.50 En quête d'actualité** magazine : « Corse : paradis des touristes ou paradis des magouilles? ». **LCP 20.30 Réunion Marseille** documentaire. **France 4 20.45 Le petit baigneur** comédie franco-italienne (1968), de Robert Dhéry, avec Louis de Funès (1 h 30).

Parents & enfants

Quand leurs enfants ont quitté le nid, les conjoints peuvent se recentrer sur leur vie conjugale dans toutes ses dimensions. Cette période charnière peut être l'occasion d'un nouveau départ

Après 50 ans, une nouvelle chance pour le couple



Comment rester un couple au long cours ? Il n'y a pas de recette miracle, mais le désir de continuer ensemble rend déjà l'avenir prometteur.

Les dinosaures : c'est ainsi que les quatre grands enfants de Brigitte et Gilles présentent leurs parents à leurs amis. Respectivement âgés de 55 et 54 ans, les époux sont fiers de leurs trente-cinq ans de mariage. Leur « petit dernier » de 24 ans a quitté la maison, il y a quelques années pour étudier dans une autre ville. Ni Brigitte, qui s'avoue pourtant « mère poule », ni Gilles n'ont souffert du fameux « syndrome du nid vide », ce sentiment d'abandon et de vacuité que peuvent éprouver les parents après le départ de leur progéniture. L'un et l'autre confient être impliqués dans leur travail et avoir eu le désir de durer tout au long de leur vie. « Notre

couple ne s'est pas construit sur la vie de nos enfants, appelés à partir un jour, mais avant tout sur nous deux », précise Brigitte. Pour elle, comme pour son conjoint, le couple devait avoir un sens en lui-même : « On a veillé à se ménager des temps à deux et surtout nous avons bâti notre alliance sur notre foi chrétienne », disent-ils, engagés ensemble dans les Équipes Notre-Dame, mouvement spirituel conjugal et familial (lire repères). Le temps a été leur allié : « On s'est rodés l'un à l'autre, on a arrondi les angles, et nous sommes devenus beaucoup plus en phase », résume Gilles, constatant que, depuis le départ des enfants, « les rapports se sont simplifiés ». « Ainsi, par exemple, il n'y a plus de désaccord entre nous sur des sujets liés à l'éducation. »

« Le départ des enfants du foyer est l'un des révélateurs du lien existant entre les conjoints : selon les cas, il peut accentuer leur rapprochement ou leur éloignement », confirme Christiane Behaghel, conseillère conjugale et familiale au Cler Amour et Famille. « La cinquantaine est une période charnière pour le couple, ajoute-t-elle ; chacun est encore en pleine action, dans une phase de maturité professionnelle et familiale. C'est l'heure de la première prise de conscience de ce qui a été accompli ou non. Le champ des possibles commence à se rétrécir. On peut avoir envie de changer de métier, de vie... Et on se retrouve en tête à tête, au quotidien. Parfois, il faut réapprendre à vivre à deux. »

Forte de son expérience de thérapeute, Christiane Behaghel insiste sur la nécessité

pour chacun de s'arrêter, de réfléchir à ses besoins, de s'interroger sur la vérité de son couple, la façon dont le temps a été occupé à deux (a-t-il été réellement choisi, partagé ?). « La disponibilité redonnée aux époux est une belle occasion à saisir pour approfondir et resserrer leurs liens », estime la conseillère conjugale. « C'est le moment d'ouvrir les yeux sur la place donnée à son couple sur le plan affectif et dans ses différentes activités, de modifier ses priorités, de réorienter sa façon de vivre. » Cela peut se faire naturellement ●●●

(Lire la suite page 20.)

REPÈRES

QUELQUES LIVRES

- *L'Avancée en âge, un art de vivre*, de Catherine Bergeret-Amselek, Éd. Erès, 18 €.
- *La Femme en crise ou la ménopause dans tous ses éclats*, de C. Bergeret-Amselek, Éd. Desclée de Brouwer, 20 €.
- *Lettre aux couples d'aujourd'hui*, de Nicole et Philippe Jeammet, Éd. Bayard, 18,50 €.
- *L'Art de vivre à deux*, de Chantal et Antoine d'Audiffret, Éd. de l'Atelier, 18 €.

QUELQUES ADRESSES

- **Cler Amour et Famille** : conseil conjugal chrétien, 65 boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. : 01.48.74.87.60, www.cler.net
- **Équipes Notre-Dame** : mouvement de spiritualité conjugale et familiale, www.equipes-notre-dame.fr
- **Canas couples** : Sessions pour les couples avec ou sans enfants organisées par la communauté du Chemin-Neuf, www.chemin-neuf.fr
- **Parcours Alpha couple** : « Construire son couple aujourd'hui » : série de dîners en tête-à-tête pour tous les couples, mariés ou non, qui souhaitent prendre du temps à deux pour construire leur relation, consolider leur amour et lui donner les moyens de durer... Pour trouver un parcours près de chez vous, consulter le site : www.fondacio.fr

► **Après 50 ans, une nouvelle chance pour le couple**

(Suite de la page 19.)

●●● ou s'accompagner de mises en cause. Il ne faut pas les fuir. « *Souvent, derrière les reproches de l'un ou de l'autre s'expriment un manque et la volonté d'essayer de se retrouver : c'est une base pour repartir, pour redynamiser sa vie conjugale* », estime Christiane Behaghel. Certes il peut y avoir des regrets, des blessures mais si, malgré tout, le couple a tenu et résisté, l'avenir est prometteur. Et le désir de continuer ensemble vaut la peine d'effectuer quelques aménagements.

Pour Bruno et Nicole Couevoet, mariés depuis quarante ans, responsables au niveau national des Équipes Notre-Dame, le désir ne suffit pas toujours. « *Nous sommes passés du désir à la volonté de durer, de rester ensemble, de tenir la promesse de fidélité que nous avons échangée le jour du sacrement de mariage*. » Parents devenus grands-parents, ils se sont donné les moyens de préserver leur union : avoir des activités ensemble mais aussi séparément pour enrichir le couple d'un souffle extérieur, partager, être curieux du monde, avoir le sens de l'humour, s'émerveiller, savoir se mettre en question. Accepter la parole de l'autre dans la paix est au cœur du « devoir de s'asseoir » (DSA), l'un des piliers du mouvement, sorte de rendez-vous mensuel qui permet aux époux de remettre les pendules à l'heure, de réfléchir au sens de leur engagement, de leur alliance avec Dieu.

S'engager dans une vie de couple, c'est s'engager pour le meilleur et le pire. Et parfois surmonter des crises graves comme l'infidélité. « *On peut se sentir à juste titre blessé ou trahi. Mais avant de réagir de manière impulsive, il faut prendre en compte l'acquis de la relation* », préconise la psychanalyste Catherine Bergeret-Amselek. « *Il faut savoir se remettre en question pour pardonner. Des reconstructions sont possibles dans les souvenirs partagés, la complicité, la prise de conscience de ce que l'on a construit; en gardant surtout le sens de l'humour, l'humour sur soi qui fait dégonfler l'ego*. »

Comment rester un couple au long cours ? Il n'y a pas de recette miracle et chacun doit trouver sa propre voie. Selon Catherine Bergeret-Amselek, « *c'est un état d'esprit basé sur le respect et l'écoute de l'autre*. » « *Il ne faut pas tout faire ensemble pour pouvoir surprendre l'autre* », conseille-t-elle. Prendre soin de soi, se dire « *je t'aime* » au moins une fois par jour, poétiser la vie en recréant des atmosphères romantiques, faire en sorte que les habitudes ne soient pas des routines mais des repères, entretenir le désir en étant attentif aux changements physiologiques et psychologiques du conjoint qui peuvent venir le perturber. « *La ménopause peut occasionner chez la femme une tempête identitaire, voire un profond mal-être* », prévient la psychanalyste, elle a plus que jamais besoin que son homme la valorise et lui dise qu'il l'aime comme elle est. « *Enfin, il ne faut pas attendre de l'autre qu'il comble vos manques*. » S'apporter un soutien mutuel dans les épreuves, que ce soit la maladie, le deuil ou la dépendance du parent. Faire preuve de patience et d'indulgence. Continuer à s'étonner, se réserver de bonnes surprises. Un bonheur est si vite arrivé !

FRANCE LEBRETON



ENTRETIEN

YVON DALLAIRE, psychologue et auteur québécois

« Une seconde lune de miel est possible »

► Selon le thérapeute québécois, spécialiste du bonheur conjugal, la sexualité du couple après 50 ans peut se révéler plus harmonieuse.

Votre livre sur les couples heureux (1) est devenu un best-seller. Qui sont ces couples qui restent ensemble ?

Yvon Dallaire : Le divorce touche aujourd'hui plus de la moitié des couples. Parmi ceux qui résistent au temps, plus de la moitié se résigne et se supporte. Il reste 15 à 20 % de couples heureux sur le long terme. Sachant que la vie conjugale s'est allongée d'environ trente ans, comment faire rimer amour avec toujours ? La vie à deux est tout sauf un long fleuve tranquille ! Certains couples ont adopté des attitudes qui leur permettent de traverser les malentendus et les conflits inévitables qui jalonnent leur existence : parler de ce qui va bien, exprimer ses besoins, prendre le temps d'un tête-à-tête régulier, préserver l'intimité... Ces couples ont appris à négocier des ententes à double gagnant. Après la période dite de lune de miel, dans l'histoire d'un couple, vient la phase de lutte pour le pouvoir : chacun veut, avec amour et en toute bonne foi, imposer ses règles à l'autre en affirmant ses besoins. La troisième phase est celle du partage du pouvoir : elle conduit à établir un nouveau jeu à partir des règles de chacun ; c'est une entente à double gagnant puisque l'objectif est d'être heureux ensemble. En d'autres termes, les couples

heureux se mettent d'accord pour vivre avec des désaccords, sans chercher à changer l'autre. Ils savent comment gérer les moments critiques : l'arrivée d'un bébé, l'achat d'un appartement, un déménagement, le départ des enfants. Chaque crise qui n'a pas tué le couple renforce le couple.

Quels sont les caps à passer pour un couple, après 50 ans ?

Y. D. : Le couple doit faire face au départ des enfants. C'est un moment critique, voire un point de rupture : plus la femme aura investi dans sa maternité, plus le départ des enfants sera traumatisant pour elle. Si les deux conjoints ne sont plus que deux associés, ils se retrouveront comme deux étrangers. L'entrée en retraite est une autre période de crise. Pour y survivre, il faut que les conjoints puissent se soutenir. Ils vont négocier de nouvelles conditions de vie. Monsieur va intégrer madame dans ses activités. Et éviter de s'engager pour cinq séances de golf par semaine ! Madame, investie dans son rôle de grand-mère, doit laisser une place pour son mari. Sinon chacun risque de vivre de son côté.

Comment éviter la routine ?

Y. D. : On ne peut pas éviter la routine ! Mais on peut choisir de développer des routines agréables ou bien en trouver de nouvelles. Chacun a ses traditions propres : partir en croisière, marcher, faire une randonnée à vélo, pendant un certain temps, et puis on change. C'est une façon de s'adapter et de bien préparer sa retraite.

Vous décrivez dans votre dernier livre (2), de façon très directe et en termes assez crus, la façon dont un couple, autour de la cinquantaine, peut améliorer sa vie sexuelle.

Y. D. : Après la flambée de la Saint-Jean, la sexualité conjugale devient un feu de camp à entretenir, même s'il faut parfois souffler sur les braises. Le défi étant de nourrir un minimum de passion pour recimenter les fondations du couple. C'est l'âge où l'homme et la femme peuvent respectivement découvrir les nouveaux aspects de leur sexualité qui vont les rapprocher. Jusqu'à 30 ans, les hommes sont au sommet de leurs performances sexuelles. Puis leur génitalité devient moins intense et ils découvrent la sensualité. Pour les jeunes femmes, la sexualité est indissociable d'un contexte amoureux. Elles sont plus romantiques. Autour de 45-50 ans, la distance entre sexualité masculine et sexualité féminine se réduit. L'homme et la femme font un pas l'un vers l'autre. Il devient plus sensuel, plus romantique, plus attentif aux désirs de sa compagne. La femme ajoute de la génitalité à sa sensualité. Ils se retrouvent donc sur la même longueur d'onde. Si la communication est bonne, une seconde lune de miel est possible.

RECUEILLI PAR FRANCE LEBRETON

(1) *Qui sont ces couples heureux ?*

Surmonter les crises et les conflits du couple, Option Santé Édition, 285 p., 17,10 €.

(2) *Pour que l'amour et la sexualité ne meurent pas. Guide pratique pour une sexualité épanouie après 50 ans*, Les éditions Québec Livres, 216 p., 17,90 €.

FORUM ALFRED GROSSER

Trois faces de l'identité française

Emmanuel Levinas a écrit qu'il ne fallait pas se laisser identifier par le doigt qui vous désigne. Or, que de « les » qui prétendent définir une identité par une simple appartenance ou bien vous ranger dans une catégorie particulière au sein d'un groupe plus large. Ainsi, en Allemagne, bien des citoyens se voient attribuer le qualificatif « *Mit Immigrationshintergrund* » – « avec un arrière-plan d'immigration ».

En France, la situation est en principe bien meilleure. Pour le cinquantenaire de l'accord de Genève sur l'immigration du 28 juillet 1951, le président de l'Assemblée nationale avait rempli la salle des séances d'immigrés et d'enfants d'immigrés devenus français. Raymond Forni lui-même était né en 1941 comme enfant d'immigrés communistes italiens ayant fui le fascisme. Il avait été naturalisé à l'âge de 17 ans. J'avais eu droit, arrivé comme jeune Allemand en 1933, naturalisé en 1937, de siéger au Banc de ministres !

La situation est aujourd'hui analogue pour le premier ministre et pour la maire de Paris. Manuel Valls est né à Barcelone en 1962. Il est devenu français à 20 ans. Anne Hidalgo est née en 1951 à San Fernando. Ses parents se sont établis à Lyon

en 1961. Elle a été naturalisée avec ses parents en 1973. Qui donc affirmerait qu'ils ne sont pas pleinement français ? Tout au plus peut-on regretter que le premier ministre parle le catalan, l'espagnol et l'italien, mais ni l'anglais ni l'allemand ! Pendant la campagne présidentielle, même Marine Le Pen n'a pas exigé que le président de la République sortant se serve du nom complet de son père hongrois, un nom sous lequel il figure toujours dans le *Who's who* ?, à savoir Sarkozy de Nagy-Bocsa.

Chez nous, l'immense majorité des jeunes de ce qu'on appelle « les banlieues » sont français – et malgré cela, ils sont victimes de discriminations multiples.

Mais la médaille a son revers. Nombre de jeunes Berlinoises des quartiers turcs ont gardé la nationalité turque. Chez nous, l'immense majorité des jeunes de ce qu'on appelle « les banlieues » sont français – et malgré cela, ils sont victimes de discriminations multiples, notamment

par l'attitude de la police à leur égard ou pour les débouchés professionnels. Une récente expérimentation faite par l'université Paris-Est le montre une nouvelle fois. On envoie plusieurs demandes d'emploi à toute une série d'entreprises. L'une est établie par un fictif Sylvain, titulaire d'un baccalauréat professionnel. Une autre est supposée provenir d'un diplômé BTS (bac + 2). Le prénom et le nom sont maghrébins. La grande majorité des invitations à un entretien d'embauche vont à Sylvain. Être discriminé en France alors qu'on est français est encore plus difficile à vivre que si on était un discriminé étranger. Ces jeunes ne sont pas rares à se replier sur une autre identité. Ce n'est pas l'islam qui a été vécu en premier, mais la discrimination.

Il existe des associations de qualité qui luttent contre l'injustice. Mais il faut faire un sort particulier à une fonction récente et à la personnalité qui l'a magnifiquement assumée et qui vient de disparaître. Lorsque Dominique Baudis a été nommé défenseur des droits par Nicolas Sarkozy, deux scepticismes se sont superposés. À l'égard de la fonction : elle allait absorber un ensemble de fonctions existantes, à commencer celle chargée de la défense des enfants. À l'égard de l'homme : reconnu estimable, n'allait-il pas craindre

d'affronter le pouvoir, de s'en prendre à des pouvoirs, notamment préfectoraux ou policiers ? Dominique Baudis a su démentir les craintes. D'abord en mettant en place une organisation rapidement rodée, avec 400 délégués territoriaux bénévoles et 230 permanents. Ensuite en intervenant personnellement contre discriminations et injustices.

À supposer même que soit surmontée la discrimination des « banlieues », le fait d'être français, d'être pleinement accepté comme tel, de s'identifier comme tel, recèle un vrai danger. On connaît la plaisanterie belge qui répond à toutes les stupides « blagues belges » : « *Quel est le meilleur moyen de faire fortune ? On achète des Français pour ce qu'ils valent et on les revend pour ce qu'ils s'estiment* » ! Être français, cela devrait aussi signifier que la France n'est pas supérieure aux autres simplement parce qu'elle est la France. C'est aussi accepter qu'on vit au sein d'une mondialisation qui est un fait irrécusable et que, pour peser encore un peu sur l'évolution du monde, il vaut mieux passer par une Europe unie. À la veille des élections européennes, il y a lieu de se féliciter des belles intégrations à la nation française – à condition que cette nation s'identifie à une Europe qui, sans nullement l'absorber, l'intègre.

OPINION CLAUDE DAGENS, évêque d'Angoulême, de l'Académie française (1)

Catholiques et présents dans notre société : pour quelles raisons ?

Je voudrais prendre un peu de recul par rapport à l'actualité immédiate, en partant de l'appel que nous adresse le pape François, l'appel à « *sortir de son propre confort et à avoir le courage de rejoindre toutes les périphéries qui ont besoin de la lumière de l'Évangile* » (*Evangelii gaudium* 20). Je souhaite que l'Église catholique en France prenne les moyens de répondre à cet appel, de façon plus résolue et plus solidaire.

Mais cela m'amène à exprimer une crainte, un refus et une conviction.

La crainte est d'ordre politique au sens fort de ce terme. Il s'agit de notre présence de catholiques dans la cité commune, à l'intérieur de notre société évidemment sécularisée car notre présence se situe à l'intérieur, et non pas à l'extérieur de cette société. En évitant l'illusion politique selon laquelle la seule voie pour affirmer notre présence serait la voie de l'opposition à l'État, au gouvernement. Je crois que selon ce schéma-là, nous oublions qu'en

régime démocratique, les réalités politiques conjuguent non pas deux termes, l'État et l'Église, comme au XIX^e siècle, mais l'État, l'Église et la société, telle qu'elle est, incertaine et inquiète. Et il nous faudrait comprendre ces inquiétudes non pas selon des schémas politiques, mais à partir de notre conscience chrétienne, comme le fait notre commission « Famille et société ».

Mon refus décidé concerne l'interprétation idéologique que je perçois ici ou là par rapport aux évolutions de notre société. Il s'agit parfois d'une véritable idéologie catholique, c'est-à-dire d'un système de pensée qui se réclame de la Tradition catholique mais qui est replié sur lui-même et que l'on doit accepter en bloc. Il tient plus ou moins en quelques éléments inséparables :

- 1 – la sécularisation n'a que des effets négatifs. Cherchez et vous trouverez, et vous devrez combattre ces effets négatifs !
- 2 – il faut reconstruire des chrétientés

à partir de réseaux catholiques qui deviennent des groupes de pression.

3 – cette reconstruction passe avant tout par des prêtres, aussi nombreux que possible, que l'on met en situation de pouvoir et non pas de service.

Ma conviction positive est en même temps un souhait et un espoir. Il me semble que nous sommes appelés, en tant que catholiques en France, à être plus radicalement chrétiens, disciples du Christ, dans une société qui n'est plus chrétienne, mais dans laquelle germent beaucoup d'attentes spirituelles. Et ce travail de conversion au Christ passe par la pastorale ordinaire et non pas d'abord par des manifestations extraordinaires, et la pastorale ordinaire est celle de nos communautés chrétiennes ordinaires, de nos paroisses, si ces communautés ne sont pas obnubilées par leur propre fonctionnement ou leur propre survie. En tout cas, on ne sert pas la cause du Christ en se servant des valeurs dites traditionnelles pour s'imposer à la société. Le Christ n'est pas une valeur.

Mieux vaut répondre aux appels du pape François quand il nous dit ceci : « *La communauté évangélisatrice, par ses œuvres et ses gestes, se met dans la vie quotidienne des autres, elle raccourcit les distances, elle s'abaisse jusqu'à l'humiliation si c'est nécessaire et assume la vie humaine, touchant la chair souffrante du Christ dans le peuple... Elle ne rêve pas d'avoir beaucoup d'ennemis, mais plutôt que la Parole de Dieu soit accueillie et qu'elle manifeste sa puissance libératrice et régénératrice* » (*Evangelii gaudium*, 24). Ainsi soit il.

On ne sert pas la cause du Christ en se servant des valeurs dites traditionnelles pour s'imposer à la société. Le Christ n'est pas une valeur.

(1) Ce texte est celui d'une intervention faite au cours de l'Assemblée des évêques à Lourdes le 8 avril 2014.

ANNIVERSAIRE En 2014, cinq cents ans après son trépas, le Val de Loire célèbre le souvenir toujours présent de cette reine de France, deux fois couronnée, dont les funérailles, en 1514, furent fastueuses

Anne de Bretagne, deux mariages et un enterrement

VAL DE LOIRE

De notre envoyé spécial

Mais pourquoi, au XXI^e siècle, cinq cents ans après sa mort, fascine-t-elle encore ? Anne de Bretagne est omniprésente dans le grand ouest de la France, à chaque coin de rue, déclinée sous toutes les formes. La commémoration, en 2014, de sa disparition est l'occasion d'un vaste déploiement d'expositions et de manifestations dans le Val de Loire pour ranimer la flamme du souvenir, réexaminer son héritage historique. Et rappeler le faste grandiose de ses funérailles qui durèrent 70 jours. Entre son dernier souffle à Blois, l'inhumation de son corps dans la basilique de Saint-Denis, et le transfert de son cœur à Nantes qui rejoindra ainsi sa terre natale et le caveau de ses parents.

Comment, avec de telles dispositions, ne pas entretenir le mythe ? Même si cette jeune reine a longtemps sombré dans l'oubli, puis souffert de l'image forgée au XIX^e siècle d'une souveraine dévote et méchante, « ennemie de la France ». Avant d'être réhabilitée par l'école des Annales. Qu'importent les querelles de clercs, il est manifeste que la ferveur populaire ne lui est pas comptée...

« Les récupérations multiples, marketing et nationalistes, de l'image d'Anne de Bretagne ont toujours été un obstacle pour comprendre son règne. Nous ne disposons que de peu d'archives et d'une maigre iconographie détournée par tout un jeu de propagande, explique Pierre Chotard, responsable des expositions temporaires du château de Nantes. En revanche, pour ses funérailles, notamment l'organisation du cérémonial, nous avons abondance de biens. »

Deux fois couronnée et sacrée reine de France, cas unique, Anne de Bretagne trépassa à 37 ans. Le long périple de Blois à Saint-Denis, du 9 janvier au 16 février 1514, de son lit de mort à sa tombe, est détaillé grâce aux récits des chroniqueurs de l'époque, dominés par celui de Pierre Choque, son héraut d'armes : « Commémoration et avertissement de la mort de très chrétienne, très haute, très puissante et très excellente princesse, ma très redoutée et souveraine dame, madame Anne deux fois reine de France, duchesse de Bretagne. »

Quarante manuscrits enluminés qui décrivent le soin et le faste inédits de ces journées furent envoyés dans les cours européennes. La codification des cérémonies et des étapes du parcours frappèrent tellement les esprits que les rois de France reprendront ce modèle jusqu'à Henri IV. Louis XIII rompra avec cette tradition pour des raisons d'économie.



BNF, DIST. RMN-GRAND PALAIS

Nantes expose aussi un extrait du rôle de sept mètres de long qui comptabilise toutes les dépenses de la procession funèbre. Quatre cents pauvres furent recrutés pour tenir les bougies et accompagner de leurs lamentations le convoi. Messes et banquets ponctuèrent la progression. Jamais une reine de France, dont Anne de Bretagne « inventa » le statut, n'avait bénéficié de tant d'honneurs. « Deux fois par jour, on servait un repas devant le fauteuil vide de la défunte, rappelle Pierre-Gilles Girault, directeur

adjoint du château royal et des musées de Blois et auteur d'un livre illustré sur le sujet. *Hommage à l'Antiquité ? Fiction juridique pour ne pas entériner sa mort jusqu'à son inhumation ?* »

Pour la première fois, une effigie trônait sur le catafalque. Son drap mortuaire sur le parvis de Notre-Dame de Paris porte l'inscription « *L'Hermine regrettée* ». C'est aussi la première fois que la mort d'une reine était proclamée à Saint-Denis où Anne de Bretagne repose aux côtés de Louis XII, son second

Le corps d'Anne de Bretagne repose sur un lit de parade, dans la salle d'honneur du château de Blois. D'après Pierre Choque, premier héraut et roi d'armes d'Anne de Bretagne, vers 1515. Paris, Bibliothèque nationale de France.

REPÈRES

ANNE DE BRETAGNE, FEMME DE L'ANNÉE

- Le 500^e anniversaire de la mort d'Anne de Bretagne est célébré dans les régions Centre et Pays de la Loire avec un éclat tout particulier et une programmation culturelle exceptionnelle : expositions, publications, animations, concerts, colloques...
- Nantes, Langeais, Loches, Amboise, Le Clos-Lucé, Blois : six châteaux de la Loire se sont associés pour faire revivre les grandes heures de cette souveraine qui a marqué l'histoire de France.

À LIRE

- Deux livres : *Les Funérailles d'Anne de Bretagne, reine de France. L'Hermine regrettée*, par Pierre-Gilles Girault (Gourcuff Gradenigo), et *Anne de Bretagne, une histoire, un mythe*, ouvrage collectif (Somogy - Éditions d'art).
- Une revue : *L'Objet d'art*, hors-série « Anne de Bretagne reine, duchesse et mécène ».
- Un disque : Antoine de Févin, *Requiem d'Anne de Bretagne*, par Douce Mémoire, sous la direction de Denis Raisin Dadre (CD Outhere)
- Un site : anne-de-bretagne.net

époux. Le couple est représenté, au sommet du monument funéraire, lisant, priant et, dessous, réalisme stupéfiant, inhabituel, en gisants, livrés aux douleurs de l'agonie, visage crispé, yeux clos, traits tirés, cheveux défaits.

Un mois plus tard, le cœur d'Anne de Bretagne, recueilli à Blois dans un écrin en or, chef-d'œuvre d'orfèvrerie, descendra lentement la Loire pour revenir à Nantes, le 19 mars. Après les soubresauts de la Révolution, ne reste que la relique, exposée à Nantes, ●●●

●●● après avoir été montrée au cours de l'hiver à Blois.

Le long du Val de Loire et de son cha-
pelet de châteaux prestigieux (Nantes,
Langeais, Loches, Amboise, Le Clos-
Lucé, Blois), l'année 2014 sera ponctuée
d'hommages à cette souveraine, pour
ancrer sa mémoire dans les lieux et
paysages où elle vécut et valoriser les
joyaux Renaissance de cette région,
inscrite au patrimoine mondial de l'hu-
manité.

Le château de Langeais a reconstitué
avec des personnages de cire la céré-
monie clandestine de son mariage de
raison avec Charles VIII, la nuit du 6 dé-
cembre 1491. Des notaires furent char-
gés de rédiger en toute hâte les docu-
ments qui allaient sceller l'avenir du
royaume, la Bretagne, apportée en dot,
à la France. Le texte de Jean Favier, pré-
cédent conservateur de cette imposante
demeure, résonne sous les charpentes
du XV^e siècle. Le 8 février 1492, Anne
de Bretagne est couronnée et sacrée
reine, une première fois. Elle a 15 ans.
On la décrit « *petite, maigre de sa per-
sonne, boiteuse d'un pied et d'une façon
sensible, brune et jolie de visage, et
pour son âge fort rusée* ». Ce dernier
trait n'est pas le moindre.

**« Figure centrale et
décisive de cette période
de mutation et d'unité
nationale, Anne
de Bretagne sera
un des éléments qui vont
fédérer la construction
de l'État moderne. »**

Veuve à 21 ans, elle s'empresse de
rétablir la chancellerie de Bretagne, fait
battre monnaie à son nom et prendra
le temps d'imposer ses conditions
quand viendra l'heure de se remarier
avec Louis XII. « *Elle a longtemps résisté
à l'idée de cette alliance*, précise Jean-
Louis Sureau, le directeur du château
d'Amboise, *car elle y voyait la fin de
l'autonomie de la Bretagne. Figure cen-
trale et décisive de cette période de mu-
tation et d'unité nationale, Anne de
Bretagne sera un des éléments qui vont
fédérer la construction de l'État mo-
derne.* »

Amboise et Blois portent toujours les
marques de sa présence. « *C'est à son
époque, et en partie sous son impulsion,
que la notion de raffinement se déve-
loppe à la cour. Elle y ajoute une dimen-
sion religieuse avec des chapelles et des
oratoires d'une très grande beauté*, in-
siste Jean-Louis Sureau. *Mécène et
commanditaire, elle fait le lien entre la
grande tradition médiévale des enlu-
minures et la modernité de la Renais-
sance qui s'illustre dans les tapisseries
et les ornements.* Elle attire maîtres
flamands et italiens, les deux grandes
influences de la Renaissance sur les bords
de Loire. »

À la fin de sa relation fleuve, Pierre
Choque, scribe et chroniqueur fervent,
rappelant que sa souveraine voulait
que son cœur fût envoyé en Bretagne,
commente : « *Ce qui a été fait. Mais les
pleurs et lamentations auront longue
durée.* »

JEAN-CLAUDE RASPIENGEAS

LES SAINT DU JOUR

MERCREDI

Saint Georges
(† 303)

Originaire de Cappadoce
et vivant en Palestine, cet

officier refuse d'offrir des
sacrifices aux dieux de
l'Empire comme l'ordon-
nait l'empereur Dioclé-
tien. Il est exécuté pour

refus d'obéissance. Son
culte très populaire s'ac-
croît encore au XI^e siècle,
avec la légende de son
combat victorieux contre

un dragon. Il est le saint
patron de l'Angleterre.

JEUDI

Saint Fidèle
de Sigmaringen

MÉDITATION DU JOUR

Jeudi
de l'octave
de Pâques
(Lc 24, 35-48)

C'était le soir du dernier
repas. Jésus leur avait
tenu un long discours
qui leur était resté
énigmatique : « *Où je vais vous
ne pouvez pas venir... mais je
ne vous laisserai pas orphelins...
je m'en vais, mais je revien-
drai...* » (cf. Jn 17). Et puis,
étaient arrivés les événements
dont Jésus paraissait si assuré
et qu'eux-mêmes redoutaient
et refusaient : l'arrestation, le
procès, la crucifixion, la mort
et la mise au tombeau. C'était
donc fini et comme pour les
deux qui avaient cheminé vers
Emmaüs, il ne restait que dé-
ception, découragement, et ce
vide de lui qui emplissait leur
cœur. Mais c'était compter
sans le projet de Dieu, son des-
sein d'amour bienveillant pour
les hommes et sa fidélité à
nouer et renouer avec eux l'al-
liance pour « *rassembler tout
son peuple et faire de tous des
fils à l'image du Fils Premier-
né* ». C'est la victoire de
Pâques : après la mort du grain,
le surgissement de la Vie qui
triomphe de toutes les morts,
la joie après la tristesse et les
larmes, l'élan d'être envoyé
pour le témoignage après le
découragement et la peur. Mais
quelle douceur dans la pro-
gression que Jésus adopte pour
se faire voir et reconnaître,
comme par petites touches
successives, à l'un puis à
l'autre, puis encore quelques-
uns, puis tout un groupe, pour
que chacun soit finalement
évangélisé et conforté par le
témoignage des frères, et qu'ils
deviennent tous ensemble la
communauté croyante des
apôtres de cette résurrection.
Cela est passé par l'humble
signe donné par Jésus de la
nourriture partagée, du pain
rompu, de ce « *quelque chose
à manger* » auquel il se prête :
le poisson grillé et le pain man-
gés devant eux. Ce qui nous
fait vivre, le Pain et la Bonne
Nouvelle, nous transforme
personnellement et, tout
comme les premiers disciples,
nous constitue Église pour
porter à notre tour le mes-
sage jusqu'aux extrémités
du monde : Christ est res-
suscité, oui, vraiment res-
suscité ! Alléluia !

UNE SŒUR DU CARMEL DE
FRILEUSE

Autres textes : Ac 3, 11-26 ; Ps 8.

SPIRITUALITÉ



© BRIAN SNYDER / REUTERS/REUTERS

Celeste Corcoran (au centre), survivante de l'attentat
du marathon de Boston de l'an dernier, franchit la ligne
d'arrivée entre sa fille et sa sœur, lors de l'édition
de cette année qui s'est tenue dimanche.

« La gloire de Dieu,
c'est l'homme vivant. »

Saint Irénée

UNE IDÉE POUR AGIR

Des parapluies colorés et des rencontres

À Paris, un collectif d'artistes met
les espaces en mouvement à travers
une démarche artistique et participative.

Le Mouvement, c'est l'histoire de trois amis passion-
nés d'arts plastiques, de « street art » et de peinture qui
décident, en 2013, de créer une coopérative artistique.
« *Notre volonté est de démocratiser la culture et la pra-
tique de l'art*, expliquent Romano, Tiez et Riks, les
fondateurs. *Nous avons créé un mouvement à partager
avec tout le monde, les artistes peuvent nous rejoindre,
comme toute personne concernée ou intéressée.* »

Actuellement, le collectif travaille sur un triptyque
dont « Parapluies » est le premier volet. En collabora-
tion avec la mairie du 19^e arrondissement de Paris,
mais surtout avec les habitants et les centres d'anima-
tion, ils ont collé des photos de couples sous des pa-
rapluies colorés peints à l'acrylique sur les murs de la
ville. « *L'idée est de raconter une histoire à travers une
démarche participative et de créer du vivre-ensemble* »,
affirme le groupe qui entend pousser les citoyens à
s'interroger sur les interactions sociales.

Le parapluie, par exemple, rapproche les gens qui
s'y réfugient lorsqu'il pleut, et fait naître des amitiés.

« *Les rencontres ne se font pas seules à Paris*, déplorent
les trois artistes, *il faut un accident météo, de la pluie
ou un événement particulier pour qu'une rencontre se
crée. Nous voulons amener les gens à y réfléchir, et pou-
ser la démarche participative jusqu'au bout. On pose
ces questions dans l'espace public.* »

Les collages se font en pleine journée afin d'inter-
peller la curiosité des passants et de susciter le dialo-
gue : « *On veut que les gens nous accostent, viennent
nous parler, c'est essentiel!* », soulignent les trois amis.
Plusieurs ateliers ont également été mis en place les
mercredis et samedis, pour faire contribuer enfants et
familles du quartier, suscitant l'enthousiasme.

Fort de ce succès, le collectif enchaînera bientôt sur
le deuxième volet du triptyque, qu'ils ont appelé « Voi-
sins ». Ils mettront en scène des personnes se parlant
par la fenêtre ou la porte, toujours dans l'idée de mettre
en avant le vivre-ensemble par une démarche artistique
et participative. Le dernier volet, « Bancs publics », reste
un mystère... Il se dévoilera sur les murs de la ville.

SONIA ATTIAS

Pour voir les photos des projets : « Le Mouvement »
sur Facebook ou [SITE : www.lemouvement.eu](http://www.lemouvement.eu)

PORTRAIT

CARDINAL LORIS CAPOVILLA Créé cardinal à 98 ans, l'ancien secrétaire personnel de Jean XXIII a reçu « La Croix » avant la canonisation de celui qui représente, pour lui, bien plus que « le bon pape »

Le sage qui sert un saint

SOTTO IL MONTE (Italie du Nord)
De notre envoyé spécial

« Mgr Capovilla », le gérant du bar en face de sa villa ne le voit désormais plus sortir en promenade. Mais il en parle avec affection et respect. Tout comme le curé du village ou la propriétaire d'un gîte rural voisin, confiant : « Si vous allez le voir, apportez-lui cette confiture maison de ma part, il les aime. » À plus de 98 ans, le cardinal Loris Capovilla n'est pas que l'ancien secrétaire particulier d'un pape – Jean XXIII – du siècle passé. Il représente le sage qui a servi un saint.

Lui s'évertue à faire valoir que son maître, qui sera canonisé dimanche, est bien plus que le seul « bon pape Jean » retenu par l'ex-

Mgr Loris Capovilla impressionne toujours par la sûreté et la précision de sa mémoire.

laboration entre les deux hommes. Mais Mgr Capovilla raconte comment il avait repéré, dès 1932, par une photo dans l'annuaire de l'Église italienne, le rayonnant sourire et le regard vif si caractéristiques du futur pape.

On retrouve ces feux aussi chez l'ancien secrétaire. Mais ce qui impressionne d'emblée devant le serviteur du « serviteur des serviteurs », c'est la sûreté et la précision de la mémoire que son âge



KNA-BILD/CIRIC

« Quand je rencontre quelqu'un, je ne me soucie pas de savoir s'il est catholique ou non. C'est d'abord un homme. Nous sommes tous frères, tous des immigrés depuis Abraham. »

pression populaire. Derrière la grande table nappée de vert, dans son bureau de Sotto il Monte, le village natal de Jean XXIII, le vieil homme est encore souvent sollicité au téléphone ou par des visiteurs. Il est la mémoire vivante, le gardien du temple des faits et gestes et de la pensée de celui dont il gardait déjà l'accès comme secrétaire à Rome et auparavant à Venise, dont Angelo Roncalli était patriarche de 1950 à son élection pontificale.

C'était au début de l'étroite col-

n'a en rien érodée. Affable derrière ses grandes lunettes, Loris Capovilla parle avec chaleur de Jean Vanier et de son mouvement Foi et lumière, vante l'ouverture d'esprit de Madeleine Delbrêl, œuvrant à Ivry-sur-Seine. Il se lève pour extraire, sans hésiter, une citation sur Jean XXIII du *Bloc-notes* de François Mauriac. Autant de noms propres et de dates qu'il ne recherche ni n'écriche. « Il a une bibliothèque dans la tête », relève une des religieuses gérant la maison où vit

depuis vingt ans « Monsignore ». La belle demeure, transformée en musée, sert de repos d'été à Angelo Roncalli avant que son pontificat ne le retienne à Rome.

Aujourd'hui le grand âge y maintient le cardinal Capovilla à résidence. Pour les canonisations de Jean XXIII et de Jean-Paul II dimanche prochain, le prélat aux journées très réglées n'a pas prévu de se rendre place Saint-Pierre. Ni même de suivre l'événement retransmis en 3D dans l'église de Sotto il Monte. « Je vivrai cette journée dans le silence et la prière, prévient-il simplement. Je ne voudrais pas, en sortant, devenir un objet de curiosité. » De toute façon, il avait senti dès le début que Roncalli était « un saint, pas un clercal ! »

Il n'était pas davantage venu à Rome, le 22 février, pour le consistoire le créant cardinal et titulaire de la belle église Santa-Maria-in-Trastevere. Il a pris la nouvelle comme un cadeau surprise du pape François. « J'ai reçu cet honneur que je reverse à tous ceux qui œuvrent avec beaucoup de souffrances et de difficultés. Ils sont tous cardinaux

de la vie de l'Église ! » s'exclame-t-il, faisant le geste d'un gond sur quoi une chose tourne, étymologie du mot cardinal.

« Don Loris », comme l'appelait toujours Jean XXIII, se moque du qu'en-dira-t-on avec la tranquille assurance et le ton direct qu'autorise le grand âge. « Quand je rencontre quelqu'un, je ne me soucie pas de savoir s'il est catholique ou non. C'est d'abord un homme. Il n'y a pas de "non-croyants" mais des personnes en recherche. Nous sommes tous frères, tous des immigrés depuis Abraham », lance-t-il. « Il faut se l'entrer dans la tête », insiste-t-il, empoignant un gros tampon sur la table comme pour mimer le geste de s'en frapper le front.

Ce sens d'une appartenance commune rejoint celui que développe le nouveau pape sur les liens de fraternité à raviver. Mgr Capovilla a suivi et savouré la soirée de l'élection du pape François, pointant la télévision dressée dans son bureau. « Je crois en la résurrection du Christ, dit-il, maintenant je crois dans la résurrection de Jean XXIII ! »

SÉBASTIEN MAILLARD

LE BILLET



ALAIN
RÉMOND

La solution

Selon un sondage réalisé par l'institut Viavoix pour « améliorer la démocratie en France », 24 % des Français trouvent que ce serait une « très bonne ou assez bonne solution » de supprimer la fonction de premier ministre et 20 % la fonction de président de la République. Je ne suis pas sûr d'avoir très bien compris en quoi la suppression du président et du premier ministre serait une très bonne ou une bonne solution pour améliorer la démocratie. Mais enfin, une forte minorité de Français sont pour. Et après, on fait quoi ? En l'absence de président et de premier ministre, qui va gouverner le gouvernement ? Le plus sage, j'imagine, serait encore de supprimer le gouvernement. Et donc l'Assemblée nationale, censée voter des lois appliquées par un gouvernement qui n'existerait plus. Par voie de conséquence, il n'y aurait plus de lois, ce qui permettrait de supprimer la justice et la police. On voit par là que ce serait en effet une façon radicale d'améliorer la démocratie, chacun faisant ce qu'il veut comme il veut où il veut. La meilleure solution, tout compte fait, ne serait-elle pas de supprimer la démocratie ?

la Croix

18, rue Barbès,
92128 Montrouge Cedex
Rédaction : 01.74.31.68.36
Fax : 01.74.31.60.02
www.la-croix.com
courriel : lecteurs.lacroix@bayard-presse.com

POUR S'ABONNER « La Croix »
Contact du lundi au vendredi de 8 h 30 à 19 h et le samedi de 9 h à 18 h
Tél. : 0.825.825.832 (0,15 € TTC/mn).
Site internet : chretiens-service-contact.bayardweb.com
ou écrire à : « La Croix »,
TSA 70008 59714 Lille Cedex 9.

CHANGEMENT D'ADRESSE 24H/24, 7J/7 dans votre espace client
www.la-croix.com/abo

QUALITÉ RÉCEPTION
« la Croix » administration générale, service qualité réception, 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex. (Si le journal vous arrive en retard de façon répétitive.)

RENSEIGNEMENTS ABONNÉS
Tél. : 01.74.31.15.02. Site : chretiens-service-contact.bayardweb.com

PUBLICITÉ Tél. : 01.74.31.60.60.

CARNET De 9 h à 18 heures.
(du lundi au vendredi)
Tél. : 01.74.31.66.06.
Fax : 01.74.31.60.03. courriel : carnetlacroix@bayard-pub.com

PETITES ANNONCES De 9 h à 18 heures.
Tél. : 01.74.31.16.18. Fax : 01.74.31.60.00.

CONTACT POUR LES MARCHANDS DE JOURNAUX Tél. : 0.800.29.36.87.

SON INSPIRATION

Le soutien du chant

« Durant la semaine sainte 1963, le pape Jean XXIII a voulu réentendre chacune des neuf symphonies de Beethoven. Nous les avons écoutées ensemble. Il disait reconnaître la voix de Dieu dans l'harmonie d'un grand compositeur comme Beethoven. J'aime la musique lyrique, la musique populaire et, pour mon sacerdoce, le chant grégorien. J'apprécie en particulier beaucoup le compositeur Lorenzo Perosi (1872-1956), qui fut maître de la chapelle Sixtine. »